I LITTE E DUVIER ER

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 156 — SEMAINE DU 24 AU 30 AOUT 1971

PRIX : 2 F





CANADA

libération

JUILLET-AOUT 1971

Ce journal, animé par des militants proches du secrétariat unifié de la IV Internationale, défend l'unilinguisme et la francophonie et affiche un nationalisme outrancier qui n'a rigoureusement rien à voir ni avec le trotskysme, ni avec les intérêts historiques du prolétariat. Un placard intérieur indique que Libération est

Un journal de combat pour l'indépendance, le socialisme et l'unilinguisme français. Un article sur le matraquage de manifestants par la police le 24 juin estime que :

La bourgeoisie consciente de la dynamique du mouvement nationaliste québécois veut à tout prix mettre terme aux mobilisations de rue et comme la corrida policière du 24 juin l'a démontré, cherche toutes sortes de prétextes pour nous interdire le droit de célébrer NOTRE fête nationale.

Plus loin, un encart invite le lecteur à envoyer

0,35 pour le bouton Ligue des Jeunes Socialistes aux couleurs du drapeau des Patriotes.

> Quant à la conférence d'éducation socialiste prévue pour les 30, 31 juillet et 1er août elle se tenait notamment sur le thème :

Comment gagner un Québec français.

A lire Libération on se croirait revenu aux errements nationalistes de certains militants trotskystes au début de la seconde guerre mondiale. d'une part les hautes sphères de la bureaucratie soviétique, et d'autre part, les marxistes révolutionnaires qui ne se sont point trompés sur l'évolution des dirigeants bureaucratiques staliniens de la Chine.

Le plus surpris, ce sont les militants maoïstes non staliniens et qui croient dur comme fer que la « révolution culturelle » avait été une véritable révolution, une sorte de nettoyage des écuries d'Augias. Une épuration toute pacifique de tous les éléments contaminés de la culture bourgeoise, de ceux qui rêvaient de restaurer le capitalisme, les traîtres, les renégats de la clique de Liou-Chao-chi; tous ces ennemis du peuple qui entravaient la marche de la Chine vers le socialisme... pour comprendre ce processus, il ne fallait qu'une vertu : suivre aveuglément la pensée de Mao, en fait nier que l'affranchissement de la classe ouvrière soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Après avoir souligné que la Chine appuyait la recherche d'une « solution juste et raisonnable » au Vietnam, le journal poursuit :

Mais que deviendront dans tout cela le Laos et le Cambodge? Et le maquis en Thaïlande et en Malaisie? Seront-ils offerts en holocauste comme les fédayin et les jeunes révolutionnaires ceylanais? Et si les Etats-Unis sont contraints d'abandonner leur tête de pont du Sud-Est asiatique, quels seront les problèmes que posera celle en Corée du Sud? Cette éventuelle rencontre, on le voit, pose des problèmes en chaînes. Sans parler du grand marché qu'est la Chine au moment où l'économie capitaliste donne des signes de faiblesse.

BELGIQUE

gauche

13 AOUT 1971

Le journal de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, organisation belge rattachée au Secrétariat unifié de la IV Internationale, écrit :

Les mois qui viennent de s'écouler ont mis à rude épreuve les belles illustrations de certains sur la Chine, « base rouge des peuples du monde entier ».

Après le soutien à Yahya Khan et à l'unité du Pakistan, après l'aide politique et financière à la sanglante Bandaranaïke, voici l'ennemi de toujours invité au cœur de la base rouge.

Certes, ce voyage marque la fin et l'échec de vingt ans de politique américaine, mais, on l'explique ailleurs dans ce journal, ce voyage laisse aussi présager un nouvel accord de Genève pour le Sud-Est asiatique. La révolution indochinoise devra ainsi subir une nouvelle fois les pressions des grands Etats ouvriers pour accepter un compromis honorable. Il est plus important pour Mao de retrouver Formose et le siège à l'O.N.U., d'assurer la sécurité de ses frontières que de voir triompher la révolution en Indochine.

Et il conclut, à l'adresse des militants maoïstes troublés par ce voyage :

Il est inévitable que ces camarades, s'ils ne sont pas découragés par
la répétition des mêmes erreurs ou
par le peu d'efficacité de leur dévouement militant, il est inévitable
qu'ils rencontrent, au cours de leur
itinéraire politique, le courant trotskyste, le seul qui a préservé les
acquis de Marx et de Lénine, le seul
qui donne une analyse marxiste de
la dégénérescence de l'Union Soviétique, le seul qui offre aujourd'hui
une stratégie mondiale pour la
révolution socialiste.

ANGLETERRE

Socialist Worker

14 AOUT

Socialist Worker, hebdomadaire de International Socialism, consacre son article principal aux événements des chantiers navals de la Clyde et envisage les mesures qui lui semblent indispensables pour que les ouvriers soient victorieux :

- « 1. Aide financière au fonds de solidarité des Chantiers de l'Upper Clyde (U.C.S.).
- 2. Motions de solidarité à l'U.C.S. et soutien de la manifestation du 18 août.
- 3. Les T.U.C. (Congrès des syndicats) écossais et anglais doivent appeler à une journée de grève générale de soutien aux ouvriers de l'U.C.S. contre le chômage.
- 4. L'occupation d'autres usines qui sont menacées soit de fermeture soit de compressions de personnel. Le mouvement doit s'étendre.
- 5. Nationalisation des chantiers sous contrôle ouvrier avec la garantie de l'emploi et le maintien du niveau de vie. »

Un autre article traîte, en grande partie sous forme de reportage, de la répression en Irlande du Nord :

« Ce qui est en jeu c'est toujours la même tentative de la classe dirigeante britannique de garder le contrôle d'une bonne partie de l'Irlande. Ils ne peuvent y parvenir qu'en terrorrisant la masse de la population et en foulant aux pieds les droits civiques les plus élémentaires. Et leur loi n'offre rien de plus aux ouvriers du Nord, qu'ils soient catholiques ou protestants, que des logements misérables et un chômage grandissant.

Il n'y a qu'à Derry que les choses se sont un peu mieux passées. Et ce n'est pas grâce aux sentiments humanitaires de l'armée britannique, mais à la préparation des habitants. Dès que les troupes ont essayé d'entrer dans le Bogside, toute la population a été alertée par le concert des couvercles de poubelles et des klaxons de voitures, signal qu'il fallait embouteiller les rues, construire des barricades et repousser les intrus. »

lutte ouvrière

Responsable de la publication:
Michel RODINSON

Impression: Roto technic Offset Tél: FLA. 37-07

> Composition: 4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson Initiative Socialiste 54, rue Monsieur-le-Prince 75 - Paris-6°

Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements:

ordinaires: 6 mois: 30 F 1 an: 50 F sous pli fermé: 6 mois: 70 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

> C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

JUILLET 1971

Le mensuel belge de la tendance marxiste révolutionnaire, c'està-dire de la tendance trotskyste proche de Michel Pablo, aborde le problème du voyage de Nixon à Pékin dans lequel il voit l'indice d'un « tremblement diplomatique planétaire ».

En réalité, écrit ce journal, cette nouvelle confirme un changement fondamental de la politique extérieure de la Chine à l'égard du capitalisme et surtout à l'égard du chef de file de l'impérialisme mondial.

A cette grande surprise échappent

1 an: 130 F

Éditorial

La crise du dollar

Une occasion pour le P.C.F. de montrer qu'il est un parti du gouvernement

L ne doit pas faire bon, dans ces périodes d'ouragan monétaire, de s'appeler Giscard d'Estaing, et d'être pris dans les courants violents qui circulent des zones de hautes pressions du mark et du yen aux zones de basses pressions du dollar. Il ne doit pas faire bon être ministre des Finances, et avoir à affronter autant de forces hostiles à la fois : M. Nixon et les spéculateurs, qui pèsent de tout leur poids dans le plateau « réévaluation » de la balance « franc » ; M. Schiller, ministre des Finances ouest-allemand avec lequel Giscard a eu pas mal de prises de bec jeudi dernier à Bruxelles ; et enfin, et ce n'est pas le moindre, les travailleurs français, qui risquent de prendre la mouche si Giscard s'obstine à vouloir leur faire prendre des vessies pour des lanternes en annonçant, du côté pile, avec forces sourires, la fermeté du franc, tandis que du côté face, les annonces de hausses de prix pleuvent en cascade.

Mais l'adversité a cela de bon qu'elle, et elle seule, permet de discerner les vrais amis, les apuis sûrs des faux jetons et autres vils courti-

Ainsi, un quotidien français n'a pas cessé, dans ces dures épreuves, de soutenir et d'encourager Giscard dans ses initiatives; un quotidien a eu le courage d'écrire, mercredi dernier : « M. Giscard d'Estaing, la semaine dernière, déclarait avec raison : « Du point de vue politique, cela (réévaluation et flottaison du franc) signifierait une espèce de satellisation monétaire par rapport au dollar. Il est singulier de penser qu'on transférerait la décision à tous les pays, alors que celui qui a les problèmes les plus sérieux — les Etats-Unis — ne ferait rien. » Depuis que ces vérités ont été énoncées... >

Et ce quotidien, c'est l' « Humanité », organe du Parti soi-disant communiste mais à coup sûr bien français!

Bien sûr, la confiance que l' « Humanité » met en Giscard et son gouvernement n'est pas encore totale.

Il y a les périodes de doute : « Le gouvernement français va-t-il, du même coup (que le coup de force de Nixon), faire bon marché de ce qu'il disait voici huit jours ? » (18-8-1971).

Il y a aussi les périodes d'encouragement insistant : ainsi, l' « Humanité » du 19-8-1971 titrait : « Le franc ne flottera pas, a déclaré le gouvernement français... Mais à quelles décisions son ministre de l'Economie va-t-il se rallier à Bruxelles ? » Et plus loin, dans le même numéro, sous la plume de Jacques Kahn: « Jusqu'à quel point le gouvernement français a-t-il décidé de repousser réellement ces propositions insidieuses? (toujours les propositions allemandes de flottaison conjointe des monnaies européennes). C'est ce qu'on verra à l'issue de la réunion. On pourra alors juger si la délégation française avait mission de tenir ferme, ou si elle entre dans la voie de l'abandon! » (sic).

Eh bien non! Monsieur Kahn, Giscard et son gouvernement n'ont pas trahi! Ils n'ont pas abusé de la confiance que vous mettiez en eux. « La fermeté ne se juge pas seulement aux déclarations », disiez-vous? Non. Mais les actes ont suivi! Le franc ne flottera pas.

Mais ce qui risque de flotter, par contre, après toutes ces belles preuves d'allégeance du P.C.F. envers sa propre bourgeoisie, après les encouragements et les conseils qu'il lui a prodigués, tout juste teintés de ci-de là de petites menaces, c'est la confiance des travailleurs dans ce parti qui se dit les représenter.

« Les intérêts de la France exigent une politique d'indépendance nationale ! » a osé déclarer, vendredi, son Bureau Politique, avec tellement de sanglots sous la plume qu'on aurait pu croire De Gaulle ressuscité! Et de vitupérer, dans d'autres articles, les « exigences yan-

Vive la France, et à bas les « yankees » : voilà en gros tout ce que trouve à dire le P.C.F., alors que la crise monétaire internationale fait planer sur les ouvriers de tous les pays, et sur ceux des U.S.A. en tout premier lieu, de lourdes menaces de chômage et de misère et que la solidarité internationale des travailleurs est plus que jamais à l'ordre du jour. Mais, bien sûr, les positions de Jacques Kahn et autres René Andrieu s'expliquent aisément : on ne saurait à la fois être nationaliste et internationaliste, quoiqu'ils en disent, car on ne saurait à la fois défendre les intérêts bourgeois et ceux des prolétaires.

VOIR EN PAGE 4: NOTRE ARTICLE SUR LA CRISE MONETAIRE

LA GARE SAINT-LAZARE (PARIS)

Les usagers contre l'augmentation

des trains de banlieue, la carte heb- gnent leur domicile le travail terminé, grand tort de ne pas trouver à son domadaire restant, pour le moment, les nombreux sbires dépêchés sur goût les excès policiers. Une dizaine à son prix actuel. Malgré les vacan- place par M. Marcellin, et dont la de personnes furent ainsi interpelées, ces, l'entrée en vigueur de la nou- triste présence semble maintenant sans que la distribution de tracts soit velle tarification ne s'est pas accom- faire partie du décor des gares pari- pour autant interrompue. Tandis que plie dans le silence souhaité en haut siennes. A peine la distribution de des slogans fusaient, repris en chœur, lieu. Outre la semaine d'information tracts avait-elle commencé que les « Gouvernement de voleurs, non à la organisée par les syndicats et partis policiers, avec cette énergie qu'on hausse », « L'Etat ne nous transporte de gauche, les comités d'usagers ont dénoncé, dans nombre de loca- de limiter la liberté d'expression, se payée par les patrons », « Des métros, lités. la nouvelle hausse des trans- sont précipités sur les diffuseurs pour pas de flics », de nombreux tracts ports parisiens tandis que la Fédé- les embarquer sans plus de façons et étaient diffusés aux usagers de la

creux du mois d'août pour dé- ment un tract de protestation, la veille sans aucun ménagement, des spectacider, au moment même où les de l'augmentation, à la gare Saint- teurs qui protestaient contre l'interautorités multiplient les décla- Lazare. Plusieurs centaines d'usagers vention policière, comme ce provinrations rassurantes sur l'évolution des mécontents s'étaient rassemblés pour cial qui, ses deux valises à la main, prix, une nouvelle augmentation cette distribution. Ils y ont retrouvé, traversait la gare pour rejoindre son de 14 % des tarifs métro-bus et en plus des banlieusards qui rejoi- hôtel, ou ce médecin qui avait eu le leur connaît à chaque fois qu'il s'agit pas, il nous roule », « Carte unique

ration des Comités d'Usagers de la ont confisqué des banderolles. Ont gare Saint-Lazare, qui leur ont réservé région parisienne diffusait massive- également été jetés dans les cars, un fort bon accueil .

sommaire

EN FRANCE

Dans les entreprises

Triage Gevrey-Dijon: La S.N.C.F. tue.

— Grève à l'A.P.C. (Toulouse).

— Mazièrese (Bourges): La police passe

son malaise.

DANS LE MONDE

Page 4: MONDE ARABE — Une nouvelle Fédération. LA CRISE MONETAIRE. Page 5 : BOLIVIE

 Nouveau coup d'Etat militaire. Pages 6 et 7:

U.R.S.S.

- 35° anniversaire des procès de Moscou.

ISRAEL :

Comment vivent les Palestiniens.

DIVERS

- Revue de presse.

— Page 5 :

 Chronique sportive. Page 8:
— En bref.

Page 10 :

- Feuilleton.

- Cinéma, livres, mots croisés.

Lutte Ouvrière paraîtra régulièrement durant tout l'été

Lutte Ouvrière continuera à paraître normalement pendant tout l'été.

Nos amis et lecteurs pourront donc se le procurer comme d'ordinaire auprès de nos vendeurs ou chez les marchands de jour-

Bien entendu, le nombre de pages variera en fonction de l'actualité.

Nous faisons cet effort dans le but de maintenir en permanence l'intervention des révolutionnaires dans la vie politique.

Nous comptons sur nos amis et lecteurs pour nous soutenir dans cette tâche en achetant régulièrement Lutte Ouvrière dans cette période, y compris lorsqu'ils seront en

COMMUNIQUE de la Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Parisienne

l'appel de la F.C.U.T.C.R.P., quatre à cinq cents membres des différents Comités d'Usa-Lazare, le jeudi 19 à 18 heures, afin de protester contre la hausse des transports.

La police, présente sur les lieux, s'est, sans avertissement, précipitée sur les distributeurs de tracts. Elle a arraché les banderolles de protestation contre la hausse et a violemment agressé des personnes se trouvant sur les lieux, en blessant plusieurs et en arrêtant d'autres. La F.C.U.T.C. R.P. proteste une fois de plus contre ces méthodes policières et exige la libération des personnes arrêtées.

Elle se félicite néanmoins de l'accueil réservé pendant près d'une heure par les usagers à cette action. Elle déclare que les brutalités policières n'empêcheront pas le développement des luttes des usagers. Elle appelle d'ores et déjà tous ses militants et sympathisants, tous les usagers des transports en commun parisiens, à participer massivement à toutes les actions de protestation, et plus particulièrement à la manifestation du jeudi 26 août à 18 heures de la gare St-Lazare à la place Clichy.

Le 19 août 1971.

3

LA NOUVELLE FÉDÉRATION DES ÉTATS ARABES

Une sainte alliance de l'oppression

A Fédération des Etats arabes est morte! Vive la Fédération! Telle pourrait être la phrase rituelle accompagnant les alliances périodiques réalisées par les Etats arabes du Proche-Orient, alliances éphémères mais toujours replâtrées depuis février 1958, date de la création de la première Fédération arabe, la R.A.U., regroupant l'Egypte nassérienne et la Syrie. Après bien des avatars, la R.A.U. cessait de vivre trois ans plus tard. En mai 1971, l'Union des Républiques A rabes (Egypte, Syrie, Libye) qui lui succédait faisait long feu.

Aujourd'hui, une nouvelle Fédération des Républiques Arabes vient d'être échaffaudée. Son acte de naissance a été signé le vendredi 21 août à Damas, par l'Egypte, la Syrie et la Libye, et une place a été réservée au bas de l'accord pour que la signature du Soudan puisse prochainement venir s'y apposer.

Cette nouvelle Fédération sera-t-elle plus viable que celles qui la précédèrent ? Rien n'est moins sûr.

Sous la houlette de Nasser, leader reconnu du monde arabe et qui put, par son autorité et sa popularité, apparaître comme le ciment de l'unité arabe et jouer un rôle déterminant dans les rapports des Etats arabes entre eux comme dans ceux qu'ils entretenaient avec les U.S.A. et l'U.R.S.S., ce vieux rêve de l'unité des Etats arabes a déjà montré qu'il était voué à l'échec. Aujourd'hui, les accords réalisés entre Kadhafi, Assad et Sadate, qui ne dispose pas de l'audience de Nasser et règne sur une Egypte dont l'hégémonie au Moyen-Orient apparaît très effritée, ne peuvent qu'être bien fragiles.

Mais surtout, ce qui interdit la viabilité de telles alliances et ce que le passé a déjà montré, c'est qu'aucun des Etats arabes n'est prêt à abandonner ses intérêts nationaux au pro-



Kadhafi (au centre), El Assad (à gauche) et Sadate attendant leur compère Nemeiry. Leur « socialisme arabe » signifie oppression et misère pour les masses. (Ph. U.P.I.)

fit de ceux de l'ensemble du monde arabe, et de ceux de la Fédération qu'ils viennent de mettre sur pied, en premier lieu. A la moindre tension, au moindre problème où leurs intérêts étroits, particuliers, seront en jeu, l'édifice ne peut que s'effondrer.

Toutefois, il reste un domaine dans lequel Sadate, comme Kadhafi et Assad, sont capables de mener une politique commune semblable : celui de la démagogie et de la répression des mouvements populaires, tant ceux qui peuvent se développer dans leurs propres pays que tous ceux qui surgissent au Moyen-Orient.

Et les récents exemples de la Jordanie et du Soudan sont là pour le prouver.

L. PLAIN.



Le bluff de Giscard plus sûr que le franc.

CRISE MONETAIRE

Le dollar à la dérive... et les autres avec

OUR surmonter les conséquences néfastes pour son commerce extérieur, de la crise de confiance qui sévit à l'égard de sa monnaie, la plus grande puissance capitaliste a donc choisi d'agir, sur le plan intérieur, comme n'importe quel autre Etat capitaliste. En s'attaquant au niveau de vie de ses classes pauvres par le blocage des salaires, par la diminution des emplois fédéraux, par le renchérissement du coût de la vie—quoique Nixon en dise—qui découlera de la taxation des marchandises importées. Et simultanément, en donnant un sérieux coup de main à ses capitalistes par le renforcement des mesures protectionnistes contre la concurrence étrangère, par la proposition d'une détaxataion importante des investissements.

Quant aux mesures monétaires à proprement parler, la décision de maintenir la parité du dollar par rapport à l'or et simultanément, la suppression de la convertibilité du dollar en or, y compris pour les banques centrales étrangères, aboutit à une situation aberrante.

Ainsi le dollar, monnaie considérée pendant des années à l'égal de l'or, meilleure même que l'or, accumulée comme ce dernier dans les réserves de toutes les banques centrales du monde, considéré avec ce dernier comme étalon international, le dollar vient de démontrer qu'il n'est, comme les autres monnaies, qu'un vulgaire chiffon de papier qui n'a de valeur que si ses porteurs lui en accordent. Et alors que cette confiance lui fait défaut justement, il devient le seul étalon international!

"Le roi dollar est nu!" » se sont écrié unanimement gouvernants et économistes au lendemain du discours de Nixon — et ils se sont empressés d'accepter qu'il s'accorde des prérogatives supplémentaires

Car le dollar reste encore monnaie étalon. C'est par rapport à lui que les valeurs des autres monnaies se définissent; il reste monnaie de réserve, c'est-à-dire que c'est le dollar qui garantit la « valeur » des monnaies émises par les banques centrales, mais, en même temps, et contrairement au système qui fonctionnait jusqu'à présent, il n'est plus échangé contre de l'or. C'est en quelque sorte le cours forcé du dollar à l'échelle du monde.

Et les autres puissances impérialistes — sans parler des plus petites — n'ont guère le choix que d'accepter. En essayant, chacun de son côté et en ordre dispersé, de sauver les meubles. Tâche qui n'est guère aisée, coincées qu'elles sont entre des impératifs contradictoires.

Refuser de réévaluer par rapport au dollar, c'est

globalement, encourir le chaos monétaire. Pour chacun, c'est encourir le déferlement de la spéculation sur sa monnaie, voir ses réserves submergées de dollars dépréciés et être obligé d'émettre, contre ces dollars, de la monnaie nationale en aggravant de la sorte l'inflation intérieure. Le Japon est en train d'en faire l'amère expérience et personne ne doute qu'il sera obligé de mettre un genoux à terre, la seule question restant de savoir quand et comment.

Accepter la réévaluation de sa monnaie par rapport au dollar implique, par contre, pour le pays qui s'y résoud ou qui y est contraint, que le prix en dollars de ses marchandises sera plus élevé et qu'elles seront donc moins compétitives. Il risque non seulement de perdre la part de marché qu'il aura éventuellement conquise aux Etats-Unis, mais par surcroît, de voir ces derniers le concurrencer à domicile.

Laisser flotter sa monnaie signifie que la parité de sa monnaie par rapport au dollar s'établira en fonction de l'offre et de la demande, or comme la caractéristique de la crise actuelle est précisément une offre excessive de dollars, celui-ci « flottera » en baisse, ce qui entraîne les mêmes conséquences que la réévaluation de la monnaie nationale.

Le choix — lorsque choix il y a — se limite donc à déterminer des trois maux, lequel semble le moindre. De surcroît, non seulement chaque monnaie a sa petite guerre défensive à mener par rapport au dollar, mais aussi par rapport aux autres monnaies. Pour ne citer que cet exemple-là, le fait que le mark flotte, rend la monnaie allemande plus chère non seulement par rapport au dollar, mais aussi par rapport au franc, dont la parité officielle demeure fixe par rapport à la devise américaine. Il en résulte un avantage pour le commerce international français, avantage qui serait perdu si le franc se mettait à son tour à flotter.

Dans l'adversité qui accable les systèmes monétaires européens, c'est maintenant « chacun pour soi et le dollar contre tous ».

Les organismes internationaux, à commencer par les institutions du Marché Commun, montrent leur parfaite inefficacité face à l'affrontement des intérêts des Etats nationaux. La presse bourgeoise ne pouvait que déplorer la « défaillance » des institutions communautaires. Pourtant, la « défaillance » est régulière, aucun des Etats européens n'a encore jamais accepté de sacrifier les intérêts de sa bourgeoisie à ceux des autres — sauf quand, d'aventure, les autres avaient le moyen de l'y contraindre. Les deux ministres des Finances, allemand et français, s'affrontant comme des chiffonniers durant les négociations communautaires qui se sont achevées par un fiasco total, voilà qui illustre à merveille l'inanité d'une marche

harmonieuse de l'Europe capitaliste vers l'unification.

Pour éviter une aggravation de la concurrence américaine et pour sauvegarder les quelques avantages que procure à son commerce la flottaison du mark, le gouvernement français a choisi de ne pas réévaler, ni de rendre le franc flottant, du moins pour ce qui concerne le paiement des transactions commerciales. Pour tenter d'éviter un afflux massif de dollars spéculatifs, il a rendu la parité du franc variable en fonction de l'offre et de la demande, pour ce qui concerne les transactions purement financières.

En réalité, en instaurant ce double marché du franc, censé lui éviter à la fois les inconvénients d'une réévaluation et d'un refus de réévaluation, le gouvernement français n'a pas plus trouvé que les autres la quadrature du cercle.

Car le contrôle le mieux organisé du monde capitaliste ne saurait établir où passe la limite exacte entre transaction correspondant à un échange normal de marchandise et transaction spéculative. Quel contrôle pourrait empêcher exportateurs et importateurs de passer des contrats de paiement à terme, tenant compte que dans l'intervalle entre la transaction de marchandise et le paiement la parité sera modifiée et spéculant dessus? Comment empêcher un exportateur, réglé en monnaie qui flotte en hausse, d'échanger cette monnaie contre des francs sur le marché libre où elle « vaut » disons 10 % de plus, que sur le marché officiel?

En réalité, la solution choisie par Giscard et consorts tient à la fois du bluff et du pari. Du bluff de prétendre que la monnaie française peut résister à la pression du dollar. Du pari que, avec un peu de chance, on ne spéculera pas sur le franc.

Car si la spéculation se déclenche contre le franc, double marché ou pas double marché, celui-ci court vers les mêmes difficultés que n'importe quelle autre monnaie. Les rodomontades du gouvernement n'y changeront rien.

Aussi certains grands patrons qui ont manifesté leur opinion sur la question ont montré plus de lucidité ou sans doute plus simplement moins d'hypocrisie en envisageant froidement de guérir des coups qui seront portés à leurs intérêts par la crise monénaire, en prenant des mesures comportant, ou entraînant le blocage des salaires, des suppressions d'emplois et, d'une manière générale, une attaque contre le niveau de vie des travailleurs.

Les travailleurs accepteront-ils de payer pour les crises d'un système monétaire aberrant, pour les soubresauts d'une économie qui n'est pas la leur ? C'est à nouveau la question principale, et elle le demeurera jusqu'à la destruction du système capitaliste.

Georges KALDY.

Bolivie:

Nouveau coup d'Etat militaire

A Bolivie vient d'être le théâtre d'un nouveau coup d'Etat militaire. Des éléments de l'armée se sont insurger contre le gouvernement du général Juan José Torres et l'ont destitué.

Des coups d'Etats militaires la Bolivie en a connu environ 180 depuis l'accession de ce pays à l'indépendance en 1825. Et cela ne fait que refléter le rôle primordial que joue l'armée dans un pays sous-développé où la bourgeoisie est bien incapable de résoudre les problèmes les plus élémentaires de la population et préfère donc l'efficacité du sabre à celui du bulletin de voté. Et cette arriération économique a été encore aggravée par le pillage de l'impérialisme américain qui a mis le pays en coupe réglé.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et surtout depuis 1952, la bourgeoisie bolivienne a tenté de desserrer l'étreinte étouffante de l'impérialisme pour survivre et se développer tant soit peu. Paz Estensorro, qui devient Pré-sident de la République à cette date, s'appuie sur la puissante bureaucratie réactionnaire de la Confédération Ouvrière Bolivienne (C.O.B.) pour nationaliser les mines d'étain, la principale richesse du pays, et faire contre-poids aux fractions les plus rétrogrades de l'armée, très liées aux U.S.A. et aux pro-priétaires fonciers. Mais l'appui que lui apportent les syndicats ne l'empêchera nullement de faire tirer sur les mineurs en grève. Il est renversé en 1964 par les généraux Barrientos et Ovando qui, tout en maintenant les nationalisations des mines d'étain, se passent de plus en plus de l'appui de la C.O.B. et tentent d'écraser les syndicat de mineurs. Après la mort Barrientos dans un accident d'avion, en 1969, Ovando va nationaliser les exploitations pétrolières de la firme américaine Gulf Oil Company. Cela suffira à le faire présenter à l'opinion publique comme un général « anti-impérialiste », voire « de gauche », alors même que la répression contre le mouvement ouvrier continue de plus belle.

En octobre 1970, nouveau coup d'Etat. Un autre général, Miranda, chasse Ovando mais est lui-même chassé du pouvoir quelques heures plus tard par un troi-sième personnage, général lui aussi, Juan José Torrès. Quant aux masses, elles sont tout à fait restées étrangères à ces révolutions de palais.

Torrès va reprendre la politique qu'Ovando avait commencée. Il confirme la nationalisation de la Standard Oil Company et décide d'enlever à un consortium nord-américain d'importantes concessions accordées sur les mines de zinc. Mais sa marge de manœuvre reste extrêmement faible. Tout en tentant d'arracher quelques concessions à l'impérialisme américain, il cherche également à le rassurer. Il promet que d'importants dédommagements

seront versés à la Gulf Oil Company et refuse catégoriquement de nationaliser les banques d'import-export où prédominent les intérêts nord-américains - comme le lui demandent certains partis de

Pour limitées qu'elles soient, ces mesures provoquent la colère d'une fraction de l'armée, opposée à toute réforme qui risquerait d'indisposer les U.S.A. C'est pourquoi, à deux reprises, en janvier et en juin de cette année, des insurrections éclatent pour renverser Torrès. Celui-ci va réagir en s'appuyant de plus en plus sur la C.O.B.

Sur le plan extérieur, Torrès, aidé par le contexte qui voit les pays andins tenter d'adopter une politique semblable vis-à-vis du grand voisin nord-américain, parle de renouer avec Cuba, va chercher appui auprès des pays de l'Est, notamment de l'U.R.S.S. et de la Tchécoslova-quie, qui accordent des crédits pour cons-truire une industrie de transformation du zinc et de l'antimoine, mais aussi des autres pays impérialistes, comme l'Allemagne Fédérale, qui participe à la construction d'une grande fonderie d'étain. Malgré tout, par le biais de la Banque Mondiale et par le contrôle sur la plus grande partie du commerce extérieur, le poids des U.S.A. continue d'être prépondérant dans la vie économique du pays.

Il est difficile de savoir ce qui a déclenché le mouvement insurrectionnel de l'armée. La crainte d'une politique exté-rieur trop indépendante de celle des U.S.A.? Ou l'appui trop systématique que Torrès recherchait auprès des syndicats et partis de gauche, appui qui, pour certains, ne pouvait que faciliter une montée populaire?

Quoiqu'il en soit, il faut noter que le nouveau Président de la République que se sont donné les insurgés au début du mouvement n'est autre que le colonel Hugo Banzer, qui était déjà derrière deux précédents coups d'Etat avortés et restait malgré tout en liberté. Car Torrès s'était bien gardé de s'attaquer directement aux forces armées et à leurs leaders les plus

ouvertement putschistes. Elles restaient pour lui les principales garantes de l'ordre social. Tout au plus fit-il mettre en état d'arrestation quelques gradés du rang. Quant à l'ex-président Paz Estensorro, soutenu pendant plus de dix ans par la C.O.B., il a fait alliance avec le mouvement d'extrême-droite de la « Phalange Socialiste » et semble être un des leaders politiques de l'insurrection.

Depuis octobre 1970, toute la politique

de la C.O.B. et de Lechin, son leader, a consisté à couvrir sur la gauche le régime de Torrès.

La centrale syndicale bolivienne est d'ailleurs habituée à cautionner de tels régimes. Lechin lui-même a été vice-président de la République pendant une dizaine d'années et a complaisamment fermé les yeux sur nombre de crimes de Paz Estensorro. En contre-partie, la bureaucratie syndicale a obtenu quelques concessions importantes, notamment des postes dans l'industrie minière nationalisée, une station émettrice de radio, le droit de posséder un service d'ordre en armes, etc.

Et la fameuse Assemblée Populaire, créée le 22 juin à La Paz, avec la neutralité bienveillante de Torrès, et présentée comme le « premier Soviet d'Amérique Latine », n'a été que le hochet avec lequel Torrès et Lechin ont amusé leurs alliés de gauche un peu trop turbulents à leur goût. L'Assemblée Populaire était étroi-tement contrôlée par la C.O.B. et le PRIN, le parti de Lechin, et elle se garda bien d'empiéter en quoi que ce soit sur les prérogatives du pouvoir. Et ce n'est guère la présence en son sein de deux délégués trotskystes et de deux maoïstes (sur 221 membres), qui s'évertuaient à réclamer que cette assemblée se transforme en organe de double pouvoir, qui changeait quoi que ce soit à sa nature factice. Le moins qu'on puisse dire, en se référant aux quelques informations données par la presse et la radio, c'est que la classe ouvrière bolivienne ne s'est guère levée pour défendre une assemblée qui était censée être la sienne. Et il semble bien que seul le service d'ordre de la C.O.B. (baptisé « milices ouvrières » en la circonstance) ait pris part aux combats. Ce qui explique sans doute en partie la progression fulgurante des troupes insurgées.

Et aujourd'hui, les travailleurs et les militants ouvriers boliviens risquent, encore une fois, de payer l'addition pour leurs leaders qui se sont bien gardés, au cours des mois écoulés, de leur offrir des perspectives autres que le soutien



Insurgés lors du précédent coup d'Etat d'octobre 1970 (Ph. U.P.I.)

CHRONIQUE SPORTIVE

Après Helsinki, un nouveau Munich?

PRES la clôture des X° Championnats d'Europe d'athlétisme, après ces jeux d'Helsinki dont la radio et la télévision ont fait une véritable affaire d'Etat, la France sportive tire le bilan. Un maigre bilan. Mais faut-il être si pessimiste?

Un premier bilan, d'abord, s'impose concernant les athlètes français. Les résultats en font foi : avec deux médailles d'or et une d'argent, trois médailles seulement pour soixante-dix athlètes - ils sont au-dessous de tout. La France n'a plus qu'à tirer définitivement l'échelle, ou alors à se préparer à un nouveau Munich.

Passons rapidement sur ce premier et triste bilan, pour aborder le second : le bilan qui concerne non pas « nos sportifs », mais les com-mentateurs de la radio-télévision et de la presse. Et disons tout de suite que, si les premiers méritent nos « Hou! », les seconds méritent nos « Ah! ». Car, pendant plus de huit jours, ils ont usé et abusé de leur plume et de leur salive pour réali-ser cette performance extraordinaire: faire prendre une cinglante défaite pour une quasi-victoire.

Et cela par un procédé bien sim-ple, mais auquel il fallait quand mê-me penser : en faisant la part plus belle aux résultats possibles qu'aux résultats r els; en accordant la vedette, non pas aux médailles gagnées, mais aux médailles « qu'on aurait pu gagner » et autres « mé-

Ce qui donnait le beau palmarès

dailles perdues »! suivant:

1) Les médailles très bêtement perdues.

La France aurait obtenu la médaille du 4x400 mètres-dames si... si Nicole Duclos, bousculée par une soviétique qui n'a même pas été dis-qualifiée, n'avait pas lâché le té-moin, juste un peu, mais suffisam-ment pour qu'il tombe, ce qui obli-gea les Françaises à abandonner!

La France aurait obtenu la médaille d'argent du 4x400 mètres messieurs si... si Bourbeillon n'avait pas été disqualifié pour avoir passé le témoin hors des limites auto-

2) Les médailles bêtement perdues. Les médailles de saut que les Français Tracanelli et Pani auraient immanquablement remportées s'ils n'étaient pas venus à Helsinki dans un état physique qui les empêchait stupidement de « monter » vers la

La médaille plus que probable que Guy Drut aurait remportée en course-haie si... s'il n'y avait pas eu tant de haies sur son parcours!

3) Enfin, les meuailles intelligemment perdues.

La médaille de course que Sylvie Tellier avait, soi-disant, dans la poche avant de se tordre le genou en mettant le pied dans un trou du

Enfin, toutes les médailles perdues par nos jeunes athlètes qui ont eu l'intelligence de ne pas se laisser qualifier, afin de ne pas risquer

Faites le compte! Voyez que personne n'en a autant que la France, et qu'il suffit en effet de prendre les choses du bon côté! Bravo les commentateurs sportifs! C'est ce qu'on appelle le « fair-play », ou jus-tement l' « esprit sportif »!

Mais passons maintenant au troisième bilan. Le plus important puis-qu'il concerne l'avenir du sport français.

La plupart des pays européens nous dit-on — on choisi la solution de facilité. Dès leur plus jeune âge, les jeunes font du sport. Ils ont en général un emploi du temps sco-laire qui lui fait la part belle, et leur permet d'accorder au développement de leur corps une heure et demi à deux heures par jour, avec du personnel qualifié, dans des établissements adéquats. Alors, il est bien aisé, ensuite, aux sélection-neurs sportifs, de piocher dans ce réservoir de jeunes athlètes qu'ils entraînent tout spécialement pour en faire de futurs champions inter-

Le gouvernement français, lui, refuse obstinément cette solution de facilité : point de stades, point de piscines. Même plus de professeurs d'éducation physique dans les écoles. Les instituteurs et les institutrices font l'affaire.

Résultat : les jeunes Français font, dans leur grande majorité, deux demi-heure de « gym » par semaine (horaire officiel), chaque

demi-heure étant à peu près subdivisée comme suit : cinq minutes de déshabillage, cinq minutes au pas de course sur le bitume de la cour de l'école; quelques mouvements de bras et jambes, accompagnés (très important) de profondes inspirations des gaz toxiques dégagés par les pots d'échappement des poitures; quelques galiment des voitures; quelques galipettes ou autres amusements disol des préaux (les tapis-brosses sont trop chères, et donc rares); pas de lancer de poids surtout, car celui-ci pourrait retomber sur la tête du voisin; enfin, cinq minutes de rhabillage.

La place qui est faite aux activités sportives en France est un véritable

Ce scandale et ses conséquences ne prêtent pas à sourire. Mais ce qui prête, par contre, à une franche rigolade, c'est la panique générale qui s'empare des milieux « Allez France! », quand ces bêtes à con-cours, aux cornes parées du dra-peau tricolore, que sont « nos » athlètes nationaux essuient une magistrale déculottée! Quelle calamité, en effet, pour le gouvernement, qu'il ne puisse amuser le bon peuple et chatouiller ses cordes chauvines par de beaux succès « tricolores », sans changer du tout au tout sa politique en matière de sport ! Quelle calamité que la gloriole coûte cher!

Michelle VERDIER.



Les Procès

90 % du Comité Central d'Octobre...

(Ph Viollet)

L y a 35 ans commençait en U.R.S.S. l'extermination des plus proches compagnons de Lénine après de grotesques parodies de justice qui sont restées dans l'histoire sous le nom de « Procès de Moscou ».

Sur ordre du Kremlin on vit alors se déchaîner contre les accusés une meute hurlante composée pêle-mêle de dirigeants ouvriers corrompus, comme les Cachin, les Thorez ou les Duclos, d'aventuriers comme Malraux, d'écrivains aux ordres comme Cholokhov et les Erhenbourg. Sans oublier bien sûr Louis Aragon qui, dans ses poésies, glorifiait les massacres de la police politique russe, le Guépéou. D'autres encore, comme Henri Barbusse et Romain Rolland prostituèrent leur plumes pour reconnaître en Staline l'émanation de la justice et dans ses tribunaux des exemples de juridiction humanitaire. Tous ces hommes, que le P.C.F. appelle « l'intelligence française », se vautraient avec délice dans la calomnie, le mensonge et la dénonciation. Partout ce n'était qu'un cri « Fusillez ces chiens enragés ! ». Et dans le mouvement de la majorité des leaders socialistes, alors en pleine lune de miel de Front Populaire avec les staliniens, gardait courageusement le silence.

Face à cette meute, les militants révolutionnaires, et le plus prestigieux parmi eux, Léon Trotsky, luttèrent pied à pied pour la défense des accusés. Mais leur faible voix fut bien souvent étouffée par l'énorme appareil

de l'Internationale Communiste et la presse fidèle à Moscou. Quant aux quelques intellectuels qui dénonçaient ces crimes, tel le poète surréaliste André Breton, ils furent bientôt accusés de « faire le jeu du fascisme ».

Depuis 1956 et le XX° Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, il est de bon ton, dans le mouvement communiste officiel, de dénoncer les « excès » de Staline. Mais on se garde bien d'expliquer comment Staline a pu, en toute liberté, commettre des massacres qui, sur toute l'étendue de l'Union Soviétique, se sont soldés par des millions de victimes. Car expliquer cela serait finalement être contraint d'expliquer pourquoi le prolétariat russe a perdu tout droit à la parole dans un régime qui est censé représenter le summum du socialisme.

Pour la même raison d'ailleurs si on a réhabilité quelques victimes, staliniens bon teint, du Petit Père des Peuples, on s'est bien gardé de faire de même pour tous ceux qui, à un moment ou un autre, s'étaient, au nom des intérêts du prolétariat mondial, opposés à sa politique réactionnaire et chauvine.

C'est pourquoi il est est hors de doute que la réhabilitation de tous ces vieux bolcheviks ne sera jamais le fait de la bureaucratie rétrograde du Kremlin.

Jean LIEVIN.

L'extermination des vieux bolcheviks

N mois après le début de la guerre d'Espagne, au moment même où Hitler occupait la Rhénanie et où le monde entier courait vers la grande boucherie de la seconde guerre mondiale, le 19 août 1936 s'ouvrait à à Moscou, le premier d'une série de grands procès publics contre les militants bolcheviks de la vieille garde de Lénine. Le 23 janvier 1937 puis le 2 mars 38, d'autres procès allaient suivre par lesquels Staline liquidait, au vu et au su de tous, les plus populaires des compagnons de Lénine, les plus prestigieux des artisans de la Révolution d'Octobre.

RES de vingt ans après 1917, l'élan révolutionnaire de la Russie était suffisamment retombé pour qu'il soit possible à Staline de lancer une vague de terreur contre les dirigeants bolcheviks d'hier.

Les difficultés économiques de l'aprèsguerre, l'épuisement et l'éparpillement du prolétariat, l'arriération industrielle de l'U.R.S.S., la défaite de la Révolution dans le reste de l'Europe avaient été autant de facteurs qui avaient facilité l'apparition et le développement d'une bureaucratie qui, peu à peu, affirma son emprise dans tous les domaines de la vie sociale. Et cette nouvelle couche de bureaucrates n'avait que haine et mépris pour le prolétariat et pour tous ceux qui, à ses yeux symbolisaient son passé et ses aspirations. C'était justement le cas de ces anciens dirigeants bolcheviks qui, par faiblesse ou par tactique, avaient capitulé, c'est-à-dire s'étaient ralliés à Staline, porte-parole de cette nouvelle bureaucratie au sein du Parti avant d'en devenir son chef incontesté.

L'affermissement du pouvoir de la bureaucratie exigeait non seulement l'écrasement de toute démocratie ouvrière en U.R.S.S., non seulement une coercition constante du prolétariat afin d'interdire toute tentative d'organisation indépendante en son sein mais également l'élimination de tous ceux susceptibles de se retrouver à la tête des masses lors d'une nouvelle montée ouvrière. Et ces vieux dirigeants bolcheviks, hommes qui avaient derrière eux trente, quarante ou parfois plus d'années de vie militante au service du prolétariat auraient justement pu être ces chefs. Au moment où grondait le tonnerre de la révolution espagnole, leur élimination était

Et cette élimination allait toucher non seulement les éléments les plus connus du Parti, mais encore nombre de militants plus obscurs. Des milliers périrent, parfois après un bref procès à huis clos, souvent sans procès contraints de se suicider, assassinés dans les prisons ou internés dans des camps de concentration dont les conditions épouvantables avaient raison de leur vie. Parmi ces martyrs du mouvement révolutionnaire figurent des milliers de bolcheviks de l'Opposition de Gauche, c'est-à-dire de l'opposition trotskyste, qui jusqu'au bout refusèrent de capituler.

Le 1er décembre 1934, Kirov, haut bureaucrate, membre du bureau politique de Staline et représentant direct de celui-ci à Leningrad était assassiné par un jeune terroriste, Nikolaiev. Cet événement, dont on sait aujourd'hui qu'il fut, de bout en bout, manigancé par Staline, allait être le signal d'une répression effreinée dont personne ne serait à l'abri. Non pas qu'avant 1934, il n'y eut pas de déportations, arrestations, condamnations, exécutions, etc. Mais après l'assassinat de Kirov, l'entreprise de terreur et de répression prit les dimensions d'un massacre gigantesque. La chasse aux «terrorristes» était le prétexte à découvrir des complots partout, un premier procès contre Zinoviev et Kaménev devait les condamner à de nombreuses années de prison. Un autre procès à huis clos condamnait quarante hommes de la garde perssonnelle de Staline. Dans le printemps 1935, les dizaines de milliers de bolcheviks furent déportés et le régime des camps de concentration s'aggrava pour ceux qu'on appelait désormais « les assassins de Kirov ». Tout cela ne suffisait pas. Pourchassant jusqu'en leurs derniers refuges tous ceux qui avaient derrière eux un passé de révolutionnaires et qui donc étaient suspects, peu ou prou, d'avoir participé, de près ou de loin, à la lutte de l'Opposition de Gauche avant l'exclusion de Trotsky du Parti, en 1927, Staline faisait interdire la Société des Anciens Bolcheviques, la Société des Anciens Prisonniers Politiques, l'Académie Communiste. Dans cette rage meurtrière, les nouveaux venus staliniens n'étaient pas épargnés, tous les échelons du Parti étaient touchés, aucun des fidèles de Staline n'était à l'abri. L'on verra ainsi Iagoda, l'un des organisateurs du premier des « Procès de Moscou » se retrouver sur le banc des accusés au troisième de ces procès, après avoir été remplacé à la tête du Guépéou par Yejov.

Avec pour procureur général Vi



chinski (ancien menchevih qui adhéra

Kamenev.

(Ph. Viollet)

au Parti bolchevik en 1921), les trois procès de 1936, 1937 et 1938 verront se succéder sur le banc des accusés tous les membres ayant appartenu au Bureau politique de Lénine, à l'exception de celui-ci, de Trotsky, réfugié au Mexique, et, bien sûr, de Staline. Mais tout au cours de ces procès ce fut Trotsky l'accusé principal, Trotsky qui n'avait pas désarmé et poursuivait au loin la lutte contre Staline, qui restait aussi le symbole vivant et dangereux de la résistance à la dégradation stalinienne de la Révolution d'Octobre. Ainsi, au premier procès qui s'ouvre le 19 août 1936, les seize hommes qui comparaissent, dont Zinoviev, Kaménev, Smirnov, Bakaiev, Evdokimov, Ter-Vaganian, Matchkovski, furent accusés d'être les organisateurs de l'activité terrorriste du « bloc trotskistezinoviéviste contre-révolutionnaire ». Les accusations, montées de toute pièce, avaient pour but de prouver la liaison des accusés avec Trotsky, « ce chef d'une bande d'assassins alliés au fascisme, à la gestapo! », en vue d'as-

La manière dont se déroulent les procès, les accusations, les qualificatifs employés pour les désigner, les aveux qui furent arrachés aux accusés et qu'ils acceptèrent de refaire en public, tout devait contribuer à détruire l'image populaire des héros de la Révolution d'Octobre, et surtout pas des martyrs, tout juste dignes du peloton d'exécution. « Si ce n'était la présence des gardes armées, ils s'égorgeraient les uns les autres. Toute trace non seulement d'une physionomie politique mais même d'une face humaine a disparu... », déclarait Vichinski en parlant des accusés.

sassiner Staline, Vorochilov, et une

bonne douzaine d'autres personnages

L'inexistence des preuves, les témoi-



Zinoviev

(Ph. Viollet)

gnages contradictoires, le fait que seul l'aveu des accusés justifait la condamnation, n'empêchèrent pas les procès, montés de toute pièce, d'être menés de manière expéditive.

A l'issue du premier procès, l'interminable réquisitoire de Vichinski se termine ainsi : « Nous avons devant nous des criminels dangereux, invétérés, cruels, impitoyables envers notre peuple, envers nos idéals... L'ennemi est perfide. On ne peut épargner un tel ennemi. Je demande que ces chiens soient fusillés tous, jusqu'au dernier. » Commencé le 19 août, le procès se terminait par l'exécution de tous les accusés le 24.

Tous les procès devaient se dérouler de la même manière, les accusations variant peu : aux volontés d'assassiner les dirigeants staliniens et Staline luimême, vint se joindre celle d'un programme contre-révolutionnaire ayant pour but la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Trotsky était toujours l'âme de la conspiration, les accusés, ses bas exécutants.

Outre Tomsky, bolchevik depuis 1905, qui se suicida à l'issue du premier procès, seront passés par les armes, après les deuxième et troisième procès, tous les autres compagnons de Lénine: Piatakiov, Radek, Sérébriakov, Sokolnikov, et puis Boukharine, Rykov, Christian Rakovski, etc.

A la veille de la guerre, Staline, massacrant tous les militants bolcheviks compagnons de Lénine depuis le début du siècle, et étendant cette politique d'extermination à l'ensemble des pays de l'Internationale Communiste, créait un vide politique irremplaçable pour le mouvement ouvrier russe et international. Seul, Trotsky, et quelques autres ayant échappé au massacre, restaient vivants pour poursuivre, face à la monstrueuse politique stalinienne, la lutte révolutionnaire.

6

de Moscou



fut assassiné par Staline.

(Ph. Viollet)

Pourquoi ont-ils avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis?

N dépit de ma rupture déjà ancienne avec les accusés, je n'en puis douter un seul instant : les vieux bolcheviks que j'ai connus de si longues années dans le passé (Zinoviev, Kamenev, Smirnov) n'ont ni commis ni pu commettre, les crimes qu'ils on avoués »...

Tous les accusés dont les noms me sont connus ont appartenu autrefois à l'opposition. puis, effrayés à l'idée d'une scission ou intimidés par les persécutions, ont tenté de se faire à tout prix réintégrer dans le Parti. La coterie dirigeante exigeait d'eux qu'ils proclamassent erroné leur programme. Pas un ne le croyait tel; au contraire, ils étaient tous convaincus que les événements avaient démontré la justesse des vues de l'opposition. Ils signèrent pourtant, à la fin de 1927, une déclaration dans laquelle ils s'accusaient faussement de « déviations » et d' « erreurs », péchés graves contre le Parti ; ils faisaient en même temps l'éloge des nouveaux chefs pour lesquels ils n'avaient pas la moindre estime. Nous avions déjà là en germe les confessions des futurs procès...

La première capitulation ne devait être qu'un

commencement. Le régime devenait de plus en plus totalitaire, la lutte contre l'opposition se faisait acharnée, les accusations de plus en plus monstrueuses. La bureaucratie ne pouvait plus admettre de discussions politiques, car il s'agissait de ses privilèges. Pour mettre ses adversaires en prison, les déporter ou les fusiller, il ne lui suffisait plus de les accuser de « déviations politiques ». Il fallait imputer à l'opposition le désir de scinder le Parti, de désorganiser l'armée, de renverser le pouvoir des Soviets, de restaurer le capitalisme. Pour donner quelque force à ces accusations devant le peuple, la bureaucratie exhiba sans cesse d'ex-opposants présentés à la fois comme des accusés et des témoins. Les capitulards devenaient peu à peu des faux témoins professionnels contre l'opposition et contre eux-mêmes. Mon nom figurait invariablement dans toutes les abjurations comme celui de « l'ennemi principal » de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de la bureaucratie soviétique; sans cette mention, l'abjuration n'était pas recevable. Il fut d'abord question de mes déviations social-démocrates; puis on parla des conséquences contrerévolutionnaires de ma politique ; puis de mon alliance de fait, sinon de droit, avec la bourgeoisie contre l'U.R.S.S., etc. Le capitulard qui tentait de résister à ces exigences s'entendait répondre : « Ainsi, vos précédentes relations n'étaient pas sincères ; vous êtes donc, en secret, notre ennemi. » Les abjurations successives devenaient un boulet rivé au pied du capitulard et ce boulet allait le noyer...

A chaque nouvelle étape de la capitulation, les victimes se retrouvaient devant la même alternative de renoncer à toutes les abjurations précédentes et d'engager avec la bureaucratie une lutte sans espoir, sans drapeau, sans organisation, sans autorité personnelle, ou de descendre encore un échelon en s'accusant et en accusant autrui de nouvelles infamies. Telle fut cette progression dans la bassesse! On pouvait, en déterminant son coefficient approximatif, prévoir à coup sûr les abjurations de l'étape suivante. Je l'ai maintes fois fait dans la presse.

Léon TROTSKY, 1er janvier 1937.

Les méthodes staliniennes, lèpre du mouvement ouvrier

E massacre de militants révolutionnaires ne toucha pas seulement le mouvement ouvrier russe mais trouva aussi ses victimes dans le mouvement ouvrier international. Parmi les militants étrangers les communistes qui s'étaient réfugiés en U.R.S.S. pour fuir la répression anti-communiste dans leur propre pays furent les premiers atteints par la vague d'exécutions massives

De 1936 à 1939 ce sont 130 d'entre eux qui mourront dans les geôles staliniennes.

Le 17 décembre, la Pravda annonçait que « l'épuration des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes a commencé en Espagne et sera exécutée jusqu'au bout avec la même énergie qu'en U.R.S.S. ». Et ainsi fut fait. La police politique stalinienne va alors pourchasser dans toute l'Espagne les militants révolutionnaires, qu'ils soient trotskystes, comme Braun (WOLF) et Moulin, anarchistes comme Berneri et Barbiéri ou membre du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) comme Andrès Nin.

Dans cette chasse aux militants révolutionnaires va s'illustrer tristement un des dirigeans du P.C. français et un des leaders des Brigades Internationales surnommé alors le « boucher d'Albacete » : André Marty.

En Suisse, c'est Ignace Reiss qui est abattu alors qu'il tente de rejoindre l'opposition trotskyste.

Les tueurs staliniens frappèrent aussi en France. Leon Sedov, le fils de Trotsky, mourut à Paris en février 1938. Cinq mois plus tard, le 11 juillet 1938, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la IV° Internationale, disparaissait. On le retrouva décapité dans la Seine le 24 août à Meulan.

A chaque fois qu'un militant trotskyste était assassiné, la presse stalinienne, avec à sa tête l'Humanité et Ce Soir, un autre quotidien du P.C.F. à l'époque, répandaient un tombereau d'injures sur les victimes, accusant parfois même les trotskystes... d'avoir assassiné leurs propres camarades.

Après l'assassinat de Trotsky au Mexique en août 1940, calomnies et crimes à l'égard des militants révolutionnaires continuèrent de plus belles. Après avoir été

« agents du mikado », les trotskystes devinrent, pour les staliniens, les « hitlérotrotskystes ». Pendant la guerre, en 1943, près de Clermont-Ferrand, les groupes armés F.T.P.F. du P.C.F. liquidèrent Pietro Tresso, ancien membre du Bureau politique du P.C. italien, et d'autres militants trotskystes. En 1946, les staliniens vietnamiens font disparaître Tha Thu Thau, militant trotskyste très populaire à Saigon.

Aujourd'hui, sans doute, les émules de Staline ont moins de facilité pour assassiner les militants révolutionnaires. Mais le récent exemple des révolutionnaires grecs emprisonnés à Egine et à Korydallos et qui doivent faire face aux attaques conjointes des staliniens et du régime des colonels montrent, s'il en était besoin, que la répression stalinienne n'est nullement du domaine du passé.

Et que ce soit par le meurtre, la violence ou par les étiquettes « gauchistes-Marcellin » ou « hitléro-trotskystes » qu'on accole aux révolutionnaires, les méthodes staliniennes n'ont qu'un seul but : tenir, par tous les moyens possibles, les révolutionnaires hors du mouvement ouvrier, seul moyen de faire passer pour du « communisme » la politique chauvine, réformiste et capitularde des différents P.C.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS! Le Guépéou, 22 JUILLE1 1938 en plein Paris, e Numero : 0 fe, 75 a enlevé notre REDACTION - ADMINISTRATION ABONNEMENTS camarade et l'a emporté vers Barcelone. STICO IT STORESTORE Les gangsters Staliniéns Secrétaire administratif de la IVe Internationale, est enlevé! préparent ainsi le procès du P. O. U. M. et des "Trotskystes" à la Conférence Le P.O.I. a été J. S. R. nationale PSOP

en bref... en bref... en bref...

Mesures répressives en Pologne



Ouvriers et étudiants contestataires : pour les leaders polonais, tous des voyous.

En Pologne, les responsables du parti de la région de Stettin ont décidé de prendre de nouvelles mesures policières. Ils prétendent lutter contre le « vandalisme » et le « parasitisme » : depuis plusieurs mois, les atteintes à la propriété, les injures à la police, les bagarres seraient de plus en plus nombreuses.

Nous savons qui le gouvernement polonais traite de « houligans » et de vandales. En décembre dernier, les « houligans » c'étaient les travailleurs de Gdansk et de Stettin, descendus dans la rue pour manifester leur colère à l'annonce de la décision gouvernementale d'augmenter les prix et le gouvernement polonais qui ose se réclamer du socialisme leur avait répondu par la mitraille.

Aujourd'hui, ce même gouvernement veut se donner tous les moyens de réprimer le mécontentement.

Les parasites de la société polonaise ce sont ceux qui prennent ces mesures, ceux qui en seront victimes ce sont les travailleurs, les chômeurs, les jeunes.

Avignon 71 : Les staliniens et la liberté d'expression

Depuis 1968, parallèlement aux activités artistiques diverses, le Festival d'Avignon hebergeait un forum permanent de discussions politiques où les gauchistes étaient fort nombreux à expliquer leurs idées auprès de la population.

En 1968, le P.C.F. était quasi absent de ces discussions. Avec le temps, l'oubli et la mobilisation de ses militants contre les gauchistes il a, chaque année, fait une apparition un peu plus voyante.

Cette année, .ce sont surtout les militants de l'U.E.C., ceux qui se disaient il y a encore quelque temps l'U.N.E.F..Renouveau et qui, maintenant, se prétendent l'Unique U.N.E.F., qui ont animé l'activité du P.C.F. sur Avignon avec toute la hargne antigauchiste dont îls sont capables.

Non contents d'injurier et de calomnier bruyamment dans les rues les vendeurs de la Lutte Ouvrière, ils sont même allés une fois jusqu'à faire semblant d'acheter des journaux à une camarade isolée pour les lui déchirer.

Et si l'algarade qui s'en est suivie ne s'est pas terminée en bagarre cela est dû uniquement au fait que les agresseurs ont été arrêtés par les réprobations des spectateurs présents.

Ces partisans de la « démocratie avancée », pas gênés le moins du monde, organisaient dans le même temps, au nom de l'U.N.E.F., un meeting dont le thème « la liberté d'expression et de création » ne manquait pas de saveur.

A l'occasion de ce meeting, un commando d'une demi-douzaine d'individus essaya d'éjecter manu-militari un vendeur de la Lutte Ouvrière qui était devant la porte. Il ne put imposer sa présence qu'en pénétrant dans la salle où il devenait alors difficile de l'éjecter devant 200 à 300 personnes qui étaient venues entendre un débat sur la liberté d'expression.

Le camaarde profita d'ailleurs du débat pour demander la parole et pour dénoncer la façon dont on concevait réellement la liberté d'expression au P.C.F. Devant les applaudissements chaleureux de l'assistance, les représentants U.N.E.F., U.E.C., C.G.T. et P.C.F. de la tribune, embarrassés, restèrent muets pendant cinq bonne minutes. Le résultat de cette intervention fut que notre camarade put vendre à la sortie, tout seul, sans qu'aucun stalinien, plutôt gêné, ne tente de s'y opposer.

Une fois de plus en Avignon, les démocrates à la main tendue à droite, ont surtout montré à la population par leurs méthodes qu'ils étaient touojurs prêts à tendre les poings... à gauche.

Un petit brin de conduite



Du contractuel au C.R.S., un zèle que tout le monde commence à trouver intempestif.

Décidément, la police ne perd pas une occasion de parfaire son image de marque auprès de la population. Mardi dernier, ce sont les chauffeurs de taxi qui ont dû rappeler les bonnes manières à ces messieurs de la matraque.

L'affaire s'est passée au Bourget où, depuis quelque temps, certains flics em... les chauffeurs de taxi pour moins que des bricoles. Après quelques échanges dépourvus d'amènité, deux chauffeurs de taxi furent embarqués sous prétexte qu'ils n'étaient pas en règle; ce qui était faux puisqu'ils ne subirent qu'un contrôle d'identité.

Pour protester contre cette mesure, leurs camarades contactèrent les collègues par radio-téléphone, et ce furent deux cents taxis qui, à onze heures du soir, bloquaient tous les accès de l'aéroport, face à quelques haies de flics, matraques en main. Les deux chauffeurs appréhendés furent relâchés, et leurs camarades s'en retournaient alors à leurs occupations.

Nous ne savons pas si ce petit brin de conduite aura appris les bonnes manières aux flics, mais ce qui est certain c'est que, une fois de plus, ils auront pu vérifier l'efficacité de leur zèle. Ci ne le répètera jamais assez : c'est la police qui fabrique les contestataires.

La bombe atomique française serait-elle inoffensive?

Après la récente explosion d'une bombe atomique française sur l'atoll de Mururoa (Polynésie Française), le gouvernement péruvien a élevé de vives protestations, menaçant de rompre ses relations diplomatiques avec la France si les expériences nucléaires se porusuivaient dans le Pacifique Sud. Le Pérou n'est d'ailleurs pas le seul à protester, le Japon ainsi que tous les Etats de la côte Pacifique de l'Amérique Latine se sont associés à lui. On les comprend aisément, connaissant les effets de la radioactivité tels que : cancers, malformations chez les nouveaux-nés, destruction de la faune et de la flore, pollution, etc.

Le gouvernement français peut bien aligner tous les experts et les estimations scientifiques prouvant toutes que les protestations du Pérou sont dénuées de fondements, il n'arrivera tout de même pas à nous faire croire que la bombe atomique est recommandée pour la santé de l'espèce hu-

maine. A moins qu'il ne fasse éclater à la face du monde la véracité de cette thèse en faisant sauter sa bombe au fort... de Brégançon par exemple, la florissante santé de notre président serait alors une preuve irréfutable de sa bonne foi!

Solidarité d'oppresseurs

Santiago Carillo, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, a été « invité » par le gouvernement français à quitter la France et à rejoindre son domicile suisse.

Santiago Carillo, qui vit en exil depuis 1939, s'était à plusieurs reprises rendu en France. Il avait notamment pris la parole en juin dernier lors d'un rassemblement organisé à Montreuîl. C'est cela qui a motivé la mesure d'expulsion prise à son encontre.

La répression franquiste et les milieux officiels qui s'étaient plaints de « l'hospitalité française » à des adversaires du régime dictatorial de Madrid se sont bruyamment réjouis de la mesure prise par Marcellin. Après les interpellations qui se sont produites ces derniers temps dans les milieux nationalistes basques en France, cette décision laisse bien augurer du très prochain voyage de Schumann à Madrid et de la bonne marche des conversations diplomatiques... et commerciales entre la France de Pompidou et l'Espagne de Franco.

Quant à la réponse faite par Marcellin pour justifier, si on peut dire l'expulsion, elle est on ne peut plus convaincante : Carillo a été frappé d'une mesure d'expulsion en 1950 et cette mesure n'a jamais été levée...

Autrement dit, les gouvernements se suivent et se ressemblent : antidémocratiques aujourd'hui comme hier... la tradition de l'arbitraire est bien maintenue.

Un militant trotskyste brésilien assassiné par la police

Dans un communiqué de presse, la Ligue Communiste fait savoir qu'un militant trotskyste brésilien, Luiz Eduardo Merlino, dit Nicolau, vient d'être assassiné par la police brési-

Arrêté à Sao Paulo le 13 juillet dernier par des militaires de l'Opération Bandeirantes (spécialistes de la chasse aux révolutionnaires), Merlino ne devait plus réapparaître vivant. Le 21, son cadavre était remis à sa famille. Il avait été torturé à mort.

Luiz Eduardo Merlino était âgé de 23 ans. Journaliste, il collaborait à divers journaux brésiliens. Militant du mouvement étudiant, il avait été membre de la Commission Exécutive de l'Union des Etudiants de l'Etat de Sao Paulo. En 1968, il adhérait au Parti Ouvrier Communiste du Brésil. Il rejoignait ensuite le Secrétariat Unifié de la IVº Internationale dont il défendra les positions au sein de son organisation. Il avait récemment séjourné quelques mois en France et était présent, en tant qu'observateur, au 2° Congrès de la Ligue Communiste à Rouen en mai 1971.

Ce nouvel assassinat illustre encore une fois la férocité du régime mili-

taire brésilien qui, par la torture, la terreur et une répression exacerbée maintient dans la misère et l'oppression des dizaines de millions de personnes.



Flics brésiliens en civil et en actions.

AU TRIAGE GEVREY-DIJON

LA COMPRESSION DU PERSONNEL S.N.C.F. TUE



Compression du personnel signifie conditions de travail et de transport qui empirent.

ANS la nuit du lundi au mardi 3 août un enrayeur âgé de 25 ans, chargé de freiner les wagons en mouvement à l'aide d'un sabot glissé sous les roues et travaillant depuis six mois sur la voie 44, a été mis sur le chantier omnibus.

Pratiquement sans formation, il fut affecté de nuit sur un des secteurs les plus mal éclairés et où le rythme de travail est le plus rapide. Bref, il s'agit d'un des secteurs les plus dangereux et notre camarade relevait cette nuitlà un cheminot qui, la veille, s'était fait blesser grièvement à l'épaule par un

marchepieds.

Aussi, pas très rassuré, il a signalé à son chef qu'il connaissait mal le chantier. Il lui a été alors répondu que cela n'avait aucune importance. Mais, en pleine nuit, alors qu'il essayait d'enrayer sept wagons (ce qui est de trop bien que parfaitement admis par le règlement), notre camarade s'est fait renverser et littéralement couper en deux par un wagon... Hurlant « au se-cours », il mourra quelques minutes plus tard dans l'ambulance. Trois quarts d'heure plus tard, en fin

de poste, la Direction donnera l'ordre continuer le débranchement comme à l'ordinaire..

Ce camarade était père de deux en-

fants et il est le deuxième mort du triage en moins d'un an.

La Direction a fait envoyer une gerbe de fleurs à ses obsèques et a signalé que les causes de l'accident étaient dues à une faute d'inattention de notre camerade, en emettant de direction de la camerade. camarade... en omettant de dire que, depuis des mois, dans la nuit du lundi au mardi, l'équipe des omnibus, composée habituellement de sept hommes, est réduite à quatre à cause d'une soi-disant baisse de trafic.

En fait, notre camarade a été tué par la funeste politique de compression du personnel.

Quant à la sécurité du triage de Gevrey, après cet accident mortel, elle reste tout aussi négligée. Les équipes étaient incomplètes avant l'accident et le restent après. Beaucoup d'entre nous, sans formation, sont changés de poste. La consigne est « débrancher à tout prix », même au prix de notre vie.

Correspondant L.O.

MAZIÈRES (Bourges)

La police passe son malaise

Bourges, l'usine de Mazières est réputée pour avoir des conditions de travail déplorables. Les bulle-tins « Lutte Ouvrière » de l'entreprise ne cessent d'ailleurs de les dénoncer. Mais la Direction ne l'entend pas de cette oreille, et pour se montrer plus persuasive, elle fait appel à la police pour interdire la diffusion des bulletins, et ceci depuis plus de deux

Lors de leur première visite, après avoir effectué une « chasse aux gau-chistes » dans les H.L.M. situés à proximité de l'usine, les flics repartirent bredouilles. Il en fut de même lors de leur deuxième randonnée.

La troisième fois, « les disciples de Marcellin » furent plus chanceux. Ils emmenèrent au commissariat deux diffuseurs et procédèrent au contrôle de leur identité (il est à remarquer que, lors de la venue de « ces messieurs », des travailleurs avaient dissimplé les celeurs de la venue de ». mulé les quelques bulletins restant et avaient tenté de cacher les deux diffuseurs).

La quatrième fois, en poursuivant un diffuseur, ils manquaient d'écraser un diffuseur, ils manquaient d'écraser un cycliste et quelques travailleurs indignés leur lançaient : « Regardez ce qu'ils en font du 60 km-h et de la priorité! » ou encore, « ils ne font rien de mal les jeunes en distribuant leurs papiers ». Réussissant à rattrapper le diffuseur, un des flics se croyant sans doute à la plus belle époque du Far-West, sortit son pistolet et, au camarade qui lui rétorquait : « Vous n'allez tout de même pas faire cela! », il lui expédia plusieurs gifles et coups de pied. Un autre ajouta : « Pourquoi t'es-tu enfui, espèce de c..., tu ne faisais pourtant rien de mal! »

Un contrôle d'identité et une leçon de morale clôturaient l'entrevue.

de morale clôturaient l'entrevue. Depuis, à Mazières, les commentaires sont nombreux sur tous ces événements. Et la Direction, si elle n'a pu interdire la diffusion du bulletin, aura au moins réussi à montrer qu'elle et

la police, c'est comme cul et chemise!

Correspondant L.O.



A Mazières, la Direction prend ses désirs pour des réalités L

UNE GREVE A L'A.P.C.

(Toulouse)

EPUIS le mercredi soir 11 août, les trente travailleurs du service E.C. de l'A.P.C. (ex-ONIA) sont en grève illimitée. Ils travaillent dans un vieil atelier où on fabrique des engrais complexes solides sous la forme de grande un vieil atelier ou on fabrique des engrais complexes solides sous la forme de granulés. Il est réputé pour être un des services où le travail et les conditions d'hygiène et de sécurité sont les plus dures de l'A.P.C., ce qui n'est pas peu dire l

L'atelier a plusieurs étages et il faut courir d'un étage à l'autre pendant huit heures. L'atmosphère est remplie de pous-sière et l'absence de ventilation se fait sière et l'absence de ventilation se fait durement sentir, surtout aux périodes de grandes chaleurs. Depuis l'automne 1970, la production d'engrais est passée de 350 tonnes à plus de 600 tonnes par jour grâce à l'installation d'un appareil moderne. Par contre, le reste de l'atelier n'a pratiquement pas été modifié, en partiquier les trais reulants et éléverteurs qui les trais en contre, et et l'éverteurs qui les trais et les et les trais et les culier les tapis roulants et élévateurs qui, avec 350 tonnes par jour, étaient déjà au maximum de leurs capacités. Aussi

faut-il enlever des tonnes d'engrais à la pelle car les tapis débordent.

Ainsi, depuis quelques mois, le mécontentement est-il grand à E.C. Mais il n'y avait jamais eu de débrayage dans cet atelier et en mai dernier, la direction, après une grève dans un autre secteur, et pour éviter une extension du conflit, avait cédé une prime de démarrage (rela-tive à l'installation de la machine) de 350 F. Pour les travailleurs de E.C., on était toujours loin du compte et les conditions de travail devenaient de plus en plus insupportables. En juillet, la mise en congé de l'atelier a permis l'épuisement des stocks. Au mois d'août, les carnets de commandes sont pleins, les coopératives agricoles ayant des prix de faveur, et la situation était favorable à un mouvement revendicatif. Après une propagande faite par plusieurs membres actifs de la C.G.T., les travailleurs signèrent une pétition réclamant :

- l'amélioration des conditions de travail:

augmentation du coefficient de 10

points pour tous; 20 points pour le deuxième conducteur de la machine.

Le mercredi 11 août, la direction faisait savoir qu'elle trouvait ces revendications de salaire injustifiées, qu'elle accordait « généreusement » 7 centimes de l'heure

et qu'elle remédierait, dans l'avenir, aux

difficiles conditions de travail. La réponse des travailleurs d'E.C. ne se fit pas attendre et le quart de nuit débraya aussitôt, arrêtant la production sans attendre l'ingénieur comme le recommandaient les chefs.

A l'heure où nous écrivons, la grève en est à son sixième jour et la détermination des grévistes n'est pas entamée.

Correspondant L.O.

A L'ÉDUCATION NATIONALE

On réforme... et on économise

la veille des vacances d'été, il nouveaux entre élèves et surveillants lants dont il dispose, sur la base d'un a été distribué à quelques surveillants de lycées, une circulaire ministérielle datée du 21 mai 1971 : « A partir de la prochaine rentrée une expérience va être tentée dans un établissement secondaire de chaque type (lycée, C.E.T., C.E.S., C.E.G.) par académie », expérience qui, n'en doutons pas, se généralisera très rapidement si enseignants et surveillants n'y mettent le hola.

Quelle est cette expérience? Il s'agit, nous dit-on, de remplacer les heures de permanence qui sont « ternes et peu profitables » pour les élèves, par des heures « d'animation éducative ». Bravo! Mesure intéressante car les heures d'études sont très pénibles pour les élèves (ils doivent rester parfois toute une journée assis dans une salle pleine de monde, dans de piètres conditions de travail, contraints à se taire sous peine de sanction) et pour les surveillants qui sont obligés de jouer le rôle de gendarme.

Ainsi donc ces heures de permanence pourraient devenir des heures de discussion, d'activités diverses, manuelles ou culturelles et des rapports

s'en suivraient. Mais si la lecture de cette note vous laisse cette heureuse impression, relisez-là, car ce morceau de littérature que nous offre M. Guichard, cache des mobiles moins avouables qu'on ne le croirait. En fait, le but de cette mesure est la suppression de postes de surveillance. En effet, ces heures « d'animation éducative » seront assurées par des professeurs volontaires « choisis compte tenu de leur ouverture d'esprit, de leur rayonnement culturel, de l'intérêt porté aux problèmes éducatifs ». Pour ce faire, on aménagera l'emploi du temps de ces professeurs de telle sorte qu'ils se trouveront déchargés d'heures d'enseignement. Le nombre de ces heures d'éducation et d'animation « atteindra et dépassera même le double d'heures de décharges accordées ». Ce qui en clair veut dire que, pour cinq heures de décharges, le professeur devra assurer au moins dix heures « d'animation éducative ».

Mais les décharges de services ainsi accordées auront une compensation : l'établissement abandonnera un certain nombre d'emplois de surveil-

poste rendu pour dix heures de décharges accordées. Un surveillant assure en moyenne trente heures de service par semaine. Ainsi, dix heures de « décharge de service » accordées à un professeur pour qu'il assure l'animation des temps morts des élèves, enlèveront à un étudiant les moyens de gagner sa vie tout en poursuivant ses études.

On comprend tout l'intérêt d'une telle mesure pour M. le ministre de l'Education nationale :

- il économisera sur les maigres deniers dont il dispose, car il paiera dix heures là où il en payait trente;

- il supprimera des postes de surveillants quitte à accroître le travail des professeurs. Mais a-t-on prévu pour ces profes-

seurs des cours de formation pour apprendre à animer les loisirs? Non Encore une fois, le gouvernement, à

défaut de créer un enseignement qui soit valable, veut nous faire croire à un changement là où, comble d'ironie, il ne fait que des économies.

Correspondant L.O.

VICKI BAUM "LE BOIS QUI PLEURE"

La piste sans fin

(Editions Interpresse - Copyright Héritiers Vicki Baum)

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, « Le Bois qui pleure » est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.

La nouvelle « La Piste sans fin » a pour cadre le Brésil au milieu du siècle dernier. Elle met en scène les « seringueros », c'est-à-dire les saigneurs de caoutchouc. Ces hommes, à une époque où les plantations industrielles n'existaient pas encore, menaient dans la jungle une vie misérable à la recherche des arbres à caoutchouc qu'ils exploitaient pour le compte de grosses compagnies qui les tenaient jusqu'à la mort.

Ambrosio da Costa, vacher poussé par la misère, arrive à Belém pour devenir « seringuero ». Là, il rencontre Leocadia au cours d'une procession. Elle

décide de partir vivre avec lui dans la jungle amazonienne.

- Non, mais...

 Alors, c'est décidé. Je vais avec toi et je t'aiderai à récolter le borracha. Je connais ce travail mieux que toi. J'ai parlé à beaucoup de seringueiros et ils m'ont expliqué comment on mêlait de la farinha aux pélas pour les alourdir, et quantité de trucs du même genre. Ne t'ai-je jamais dit qu'un de mes grandspères était un Omagua du Rio Negro qui connaissait des formules magiques pour faire rendre à ses arbres dix fois plus que n'en peuvent produire les autres? On prétend qu'il fut le premier à fabriquer des chaussures de caoutchouc à Belém. Il s'appelait Manuel da Selva; un moine fou, paraît-il, l'avait amené à Belém. Aloisa m'a raconté que ce grand-père avait façonné une paire de bottes dorées pour le roi de Prusse, Frédéric le Grand. Tu vois, je suis de ces gens qui savent tout de la borracha avant d'être nés, tandis que tu n'es qu'un stupide homme des plaines qui se perdrait dans les forêts. Ne dis plus un mot, ma décision est prise, je t'accompagne.

 Mais je ne peux même pas payer ton passage sur le Marajô, rétorqua faiblement Ambrosio.

— Ne t'inquiète pas, mon grand, mon cher idiot. Je peux payer mon passage moi-même. J'ai de l'argent. Ne me demande pas comment je l'ai eu, je l'ai c'est tout. Je l'ai et je viens avec toi.

Elle le sentit se débattre dans ses bras, puis s'y abandonner.

— Mais nous ne sommes même pas mariés, murmura-t-il enfin.

— Ça n'a aucune importance, dit Leocadia, en s'efforçant de ne pas révéler l'amertume de son cœur. Je ne t'ai pas demandé de prendre une femme comme moi pour épouse. Je m'en moque, personne ne s'en soucie là-bas. Les gens ne posent pas de questions.

— Mais, ma sœur...

— Tu diras à ta sœur : C'est ma compagne, une putain que j'ai ramassée à Belém dans la rue, mais elle m'aime et elle est bonne pour moi. Ta sœur sera contente que tu m'aie emmenée avec toi. Ne parle plus, n'ajoute plus un mot. Reste tranquille. Je vais avec toi. Tu tiens à moi, et moi je tiens à toi, je tiens beaucoup à toi, Boto, beaucoup, beaucoup. Je ferai tout pour toi. J'apprendrai même à cuire la passoca et tous les plats auxquels tu était habitué à Cearâ.

Felipe Mato, le seringalista, le patrao et puissant beau-frère d'Ambrosio, était un homme courtaud, marqué de petite vérole et rempli de graisse jaunâtre et malsaine. La dernière fois qu'Ambrosio l'avait vu, c'était à Muruça où il était venu se pavaner et étaler sa richesse d'Amazonien. De puis ce temps, Felipe avait beaucoup changé en mal et de plus, avait perdu un œil dans une bagarre. Dans l'orbite vide, il ne restait qu'une paupière fermée et rouge, mais d'une certaine façon, cet œil absent était plus expressif que l'autre. Quant Felipe le dirigea sur Leocadia, elle frissonna un peu et fit instinctivement un signe de croix. Cabra de verdade, pensa-t-elle. L'homme avait trois dents en or sur le devant qui lui avaient valu le surnom de Boca de Cigana. Il portait à la main droite une bague avec un gros diamant et son corps trapu était couvert d'un véritable arsenal d'armes de toutes espèces. Une carabine en bandoulière, deux ceintures de cartouches en croix sur la poitrine, un revolver au flanc, un machado lui battant les genoux et vraisemblablement encore un couteau dans sa poche. Quoiqu'il fût beaucoup trop gras, il donnait l'impression d'une très grande force. Les seringueros du Tapajôs redoutaient d'ailleurs son caractère violent et emporté. Mais quand le Marajô arriva à Santarém, et qu'il vint à la rencontre d'Ambrosio, Felipe Mato débordait de joie et d'une bruyante cordialité. Il donna l'accolade à son jeune beau-frère, l'embrassa sur chaque joue, recula pour mieux le considérer, l'embrassa encore. Pendant ce temps, Leocadia se tenait à l'écart avec les bagages. Felipe lui fit un clin d'œil par-dessus l'épaule d'Ambrosio. Elle y répondit par un regard froid et réservé. Remarquable, la manière dont il se servait de son unique œil pour faire signe à une femme.

Partout régnait une activité débordante et la plus vive agitation. Des vivres et toutes sortes de marchandises étaient déchargés et transportés dans le magasin de Felipe, tandis que des piles de bois à brûler, entassées sur le bord de la rivière étaient englouties par le Marajô. Tous les petits garçons de Santarém étaient venus dans leurs canoës et les hommes de la ville s'étaient alignés devant le magasin de Felipe pour examiner les nouveaux venus. Les trois rues de la ville longeaient la rivière et quelquesunes des maisons baignaient dans l'eau. Dans les entrepôts, sous des toits de fortune, les pélas de borracha, empilés en grand nombre, attendaient que le Marajô les emporte à son voyage de retour. Devant Ambrosio et les autres seringueros, Felipe se donna l'air d'un homme très occupé et terriblement impor-

tant. Il disparut finalement sur le pont supérieur du navire pour régler les affaires de son commerce et boire un verre avec le commandant, tandis que les deux petits neveux d'Ambrosio les entraînaient, lui et Leocadia, vers la maison. Celle-ci paraissait plus riche que les quelques bicoques aperçues tout au long de la rivière pendant leur voyage de cinq cents milles. Elle était surmontée d'un joli toit de tôle galvanisée et ses murs, garnis de paille, étaient blanchis à la chaux, encore que de larges plaques de plâtre se fussent décollées par endroits. Elle était construite sur pilotis comme les autres habitations et quelques grosses pièces de bois, enfoncées dans la glaise glissante du rivage, y conduisaient. Ambrosio regarda avec curiosité les hommes attroupés devant le magasin, car il n'avait jamais vu des visages aussi pâles et aussi jaunes. Chacun d'eux portait un fusil en bandoulière et un machado qui lui ballottait sur le ventre. Quelques-uns étaient ivres, mais gardaient un air de dignité tranquille, et tous suivaient Leocadia avec des yeux nus et avides. Quand ils rencontraient le visage menaçant d'Ambrosio, ils s'efforçaient de regarder ailleurs, sans y réussir. Jusqu'ici, Santarém ne semblait être habité que par des hommes. Et sur le bateau, il n'y avait eu que des hommes. Des hommes parqués sur le pont inférieur sale et encombré, avec quelques têtes de bétail et des cochons. Des hommes sur le pont supérieur, gras et mieux vêtus, qui suivaient Leocadia comme les chiens du corral suivent une chienne en chaleur. Peu à peu Ambrosio s'était accoutumé à vivre dans cette situation où il fallait perpétuellement être à même de défendre son honneur. Quant à Leocadia, elle ne faisait que rire lorsqu'il devenait furieux au point de vouloir tuer Il se retourna pour voir ce qu'elle faisait. Elle

Il se retourna pour voir ce qu'elle faisait. Elle traînait docilement les bagages derrière lui. Il aurait bien voulu l'aider, mais ne tenait pas à se rendre ridicule aux yeux des hommes qui le regardaient. Quand il entra dans la chambre où l'attendait sa sœur Bertinha, allongée dans son hamac, Leocadia resta timidement dans l'encadrement de la porte.

— Dieu entre avec toi, caçula, dit Bertinha. Elle était l'aînée de la famille, c'est pourquoi elle l'appelait caçula, petit frère. Ambrosio fut frappé de la voir tellement vieillie. Il se souvenait d'elle comme d'une jeune fille svelte et vive. Dans le hamac il n'y avait plus qu'une vieille femme fluette et sans vie, édentée et grisonnante, qui frissonnait en se roulant dans sa couverture. Il chercha dans son visage une ressemblance avec la sœur de son souvenir, et elle lui répondit avec un léger sourire :

— C'est la fièvre qui est cause de cela. Et j'ai été très malade à mon dernier accouchement. Des jumeaux. Morts tous deux, il y a quinze jours.

Dieu en donnera d'autres, Bertinha, dit Ambrosio.
Oui, Dieu est Brésilien, dit-elle, de sa voix plain-

tive. Son regard éteint se dirigea sur Leocadia.

— Tu as amené celle-là avec toi, Menino?

 Oui, c'est Leocadia da Selva. Elle est venue partager ma vie.

— Dieu vous accompagne, Senhorina, entrez, cette maison est la vôtre, dit Bertinha cérémonieusement. Il faut beaucoup de courage et une bonne santé pour vivre avec un seringuero.

J'ai une bonne santé et du courage, Senhora.

— Bien, bien, dit Bertinha; un léger sourire parcourut son visage fatigué. Les perroquets volent toujours deux par deux, n'est-ce pas? Elle attira son frère à elle, assez près pour que sa bouche pût atteindre son oreille : tu devras veiller à celle-là, murmura-t-elle, elle est jolie. Prends garde que mon mari ne te la chipe.

 Personne ne me la prendra, dit Ambrosio, surpris et fâché.

— Mais fais attention à mon mari tout de même. C'est un homme rusé et tu dois le surveiller, comprends-tu? Je suis heureuse de te voir, petit frère, et vous aussi, Senhorina. Accrochez votre hamac où vous voulez, vous êtes chez vous.

Ce soir-là et toute la nuit, il y eut une grande festa en l'honneur des seringueiros nouvellement débarqués. Beaucoup de cachaça, de la musique, le bruit des gourdes entrechoquées et des cornes de métal, aux formes curieuses, des danses sur la Praça devant l'église, et encore de la cachaça.

Le lendemain matin, Santarém avait une légère gueule de bois. Ambrosio aussi. Après qu'ils se furent réveillés avec du café chaud, Felipe dit à Ambrosio de venir s'approvisionner à son magasin, car il devait, le jour même, partir pour une estrada lointaine que le patrao avait choisie pour lui.

— Tu comprends, c'est à plusieurs jours de voyage et il vaut mieux que tu t'y rendes sans plus tarder, pour ne pas perdre trop de temps. Je t'ai choisi cette estrada parce qu'elle est la meilleure de mon seringal, tu comprends? Je te la donne seulement parce que tu es mon frère. Pour mon beaufrère, les meilleurs arbres de mon seringal. Plus on remonte la rivière, meilleurs sont les arbres, évidemment. Ils ont à peine été saignés, ces arbres, tu verras. Ils sont vierges et les vierges saignent volontiers, ha, ha! Ils saigneront mieux que tous les taureaux que tu as tués dans ta vie, vaqueiro! Buvons un coup à la santé des jolies jeunes vierges que j'ai gardées pour toi, parce que tu es mon frère.

La tête d'Ambrosio était encore pleine de fumées de la festa et un début de fièvre de rivière le faisait légèrement frissonner. Il avait traversé la secca sans avoir jamais eu de fièvre et se demandait pourquoi il éprouvait un tel malaise. Il sentait ses mains enflées, lourdes comme des battoirs énormes. Tandis qu'il les regardait, elles paraissaient s'éloigner de lui, à l'extrêmité de bras de plus en plus longs. Il secoua la tête et, empoignant sa bourde de cachaça, il en but de bonnes gorgées qui réchauffèrent son corps frissonnant. Soudain Leocadia fut à ses côtés :

Laisse-moi t'accompagner au magasin, dit-elle.
 Je saurai mieux que toi ce dont nous aurons besoin.
 Le magasin était rempli d'hommes et, de nouveau,

Leocadia se trouva être la seule femme parmi eux. De nouveau ils la regardent tous avec insistance, mais elle fit comme si elle ne les voyait pas; Ambrosio pensait qu'elle avait des hanches de putain, ondulant à chaque pas, pleines d'attraits et de séduction. Il étai furieux, jaloux, gêné et fier tout à la fois. Il la regarda avec admiration pendant qu'elle comptait, calculait et veillait à ce que Felipe ne triche pas sur le poids. Un métis à l'esprit prompt, au visage osseux, que les hommes appelaient le Melicante (le bon à rien, le vagabond), faisait l'important dans ce magasin, pesant et mesurant et inscrivant des chiffres sur un livre de comptes.

Il régnait une odeur fade de poisson séché et de xarque (viande séchée), de pétrole et de savon rance. Il y avait des haricots, du riz et du café, en boîtes de fer blanc et en sacs, des réserves de farinha, et aux poutres pendaient des lignes et des hameçons, des carabines et des hamacs, des machados et de petits machadinhos pour saigner les arbres. C'est là aussi que se trouvait la balance sur laquelle on pesait la borracha, cette balance qui allait jouer un si grand rôle dans la vie d'Ambrosio.

Tandis que ce dernier et les autres seringueiros achetaient et choisissaient leurs provisions, Felipe distribuait gratuitement de la cachaça et tout le monde était d'humeur joviale. Ambrosio essaya péniblement d'additionner le prix des choses mises de côté pour lui et que le Melicante avait inscrites sur son livre, mais au bout d'un moment tout devint si confus et embrouilé qu'il renonça à compter sur ses doigts. Il se demanda si Leocadia avait suivi tout cela? Elle était assise tranquillement sur un baril de poudre dans un coin et semblait ne pas se préoccupper de ce qui se passait. Ambrosio soupira, étonné que la poudre ne fit pas explosion avec un boum du tonnerre, simplement parce que Leocadia était assise dessus.

— Je crois que maintenant vous avez tout ce qu'il vous faut pour les trois mois à venir, mon frère, dit enfin Felipe, en contemplant d'un air satisfait le tas bien rangé de marchandises. Combien ça fait-il, Melicante?

 Quatorze cent deux milreis, dit le Melicante sans prendre la peine de consulter son livre.

— C'est ça. Tu me dois quatorze cent deux milreis, Ambrosio, que tu me rembourseras en borracha.

— Ça fait beaucoup d'argent, dit Ambrosio pris d'un léger vertige.

— C'est une fortune, caçula, et je ne te fais cet énorme crédit que parce que tu es de ma famille. Mais si tu ramasses seulement, mettons cinq kilos de borracha par jour, tu seras bientôt à même de me payer tes dettes. Quatorze cent deux milreis, c'est inscrit dans le livre.

— Treize cent huit milreis, articula Leocadia d'une façon tout à fait inattendue.

— Quatorze cent deux milreis, Ambrosio, dit Felipe, comme si personne n'avait ouvert la bouche. C'est dans le livre et tu peut le vérifier toi-même.

— Treize cent huit milreis, vous faites erreur, dit Leocadia, ou alors le Melicante ne sait pas additionner deux et deux, Senhor.

— Felipe, si tu dis que c'est quatorze cent deux, c'est quatorze cent deux, dit Ambrosio, brûlant d'embarras. Il ne pouvait laisser une femme prendre soin de ses affaires et tenir tête aux autres hommes. Tous regardaient dans l'attente de ce qu'il allait dire et faire. — Il ne me sera pas difficile de te rembourser rapidement, mon frère, je te remercie du crédit que tu veux bien m'accorder, dit-il poliment.

(à suivre.)



LA GUERRE D'ESPAGNE

Comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco

par M. Casanova (Cahiers de la IV^e Internationale)

ETTE brochure reprend le témoignage d'un combattant trotskyste des brigades internationales fait en avril 1939. Pour les révolutionnaires la guerre d'Espagne n'est pas en effet seulement un prélude à la deuxième guerre mondiale. C'est aussi la dernière tentative révolutionnaire du prolétariat avant qu'éclate cette guerre. La classe ouvrière d'Espagne était alors particulièrement combative et les conditions objectives très favorables à la révolution prolétarienne. Pourtant ce fut la défaite sanglante, peut-être un million de prolétaires massacrés par les hordes de Franco. Dans cette défaite, ce n'est pas le socialisme qui a fait faillite mais la politique criminelle du Front Populaire qui, sous prétexte de « d'abord gagner la guerre puis faire la révolution », brisa les reins au prolétariat espagnol avant de le livrer à Franco.

Ce témoignage ne prétend pas être un ouvrage d'ensemble. C'est la transcription d'une discussion à bâton rompus, un peu désordonnée. Mais les problèmes essentiels de la révolution espagnole, des causes de son échec, y sont éclairés d'une lumière éclatante. Comme le dit l'auteur : « J'ai raconté comment des positions stratégiques de première importance furent abandonnées sans combat, les plans de défense remis à l'ennemi par l'état-major félon, comment l'industrie de guerre fut sabotée, l'économie désorganisée, les meilleurs militants ouvriers assassinés, les espions fascistes protégés par la police « républicaine », en somme comment la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la fascisme fut trahie et com-

ment l'Espagne fut livrée à Franco. »

L'auteur, qui vient alors de repasser la frontière, explique tout d'abord la facilité qui put paraître étonnante avec laquelle Franco a pu prendre Barcelone quelques jours avant. Pourtant le prolétariat de Barcelone avait maintes fois fait la preuve de son héroïsme. Mais en 1939 les travailleurs, trahis depuis des années par les politiciens républicains et staliniens, ne voyaient plus de raison de se battre. Ces politiciens leur demandaient cyniquement de « verser tout leur sang » alors qu'eux-mêmes étaient déjà tout occupés à fermer leurs valises et à mettre leurs meubles et leur argent à l'abri, alors que depuis mai 1937 ils désarmaient le prolétariat et jetaient en prison les militants ouvriers, quand ils ne les assassinaient pas. Messieurs les bourgeois ne sont jamais avares du sang de ceux qu'ils exploitent!

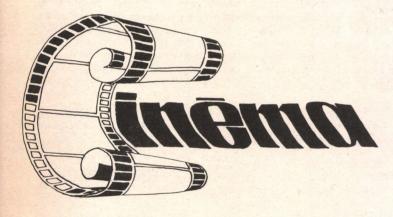
Mais si la République se montra fort bienveillante avec les riches, les saboteurs et les traîtres, elle fut impitoyable avec les militants révolutionnaires qui furent emprisonnés et assassinés en grand nombre sous des prétextes divers.

L'auteur critique enfin les anarchistes de gauche (les autres étaient devenus des ministres bourgeois!) ainsi que le POUM, parti souvent considéré, à tort, comme « trotskyste », pour n'avoir jamais osé rompre nettement avec le Front Populaire, fermant ainsi la seule voie possible pour la victoire de la Révolution Espagnole, celle d'un parti révolutionnaire ennemi irréductible de la bourgeoisie, même républicaine.

J. HAINAUT.



Andres Nin, leader du P.O.U.M., assassiné par les staliniens. (Ph. La Batalla)



Un film de A. Lattuada

VENEZ DONC PRENDRE LE CAFÉ CHEZ NOUS

ROIS filles à héritage à qui le « démon de la chair » donne de l'audace, d'une part, et un fonctionnaire des impôts un peu mûr qui a envie de faire un mariage qui rapporte, d'autre part. Voilà les héros du film.

Bien évidemment, et pas par ha-

sard, ils vont se rencontrer : « Venez donc prendre le café chez nous », dit l'une des filles. Cela finit, ou plutôt cela commence par un mariage.

Notre fonctionnaire se révèle avoir des appétits peu communs, appétits que les deux sœurs de l'épousée ne demandent qu'à satisfaire.

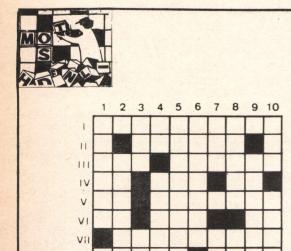
De par son sujet, le film risquait de devenir scabreux; l'auteur a su l'éviter. Et s'il n'est pas toujours «délicat» le film est toujours drôle.

Ugo Tognazzi est irrésistible dans son rôle d'adepte des bonnes manières qui aurait pris des leçons de savoir-vivre dans une caserne de hussards.

Le film est mené lestement, sans longueurs qui ennuient. Et cela ne gâche rien, la chute est réussie.

Un film dans la bonne tradition du comique italien.

Michel VARNAL.



Horizontalement: I. Ont une tête chercheuse. — II. Horizon du grand Charles. — III. Une vieille dame. Donnez-leur un point d'appui. — IV. Démonstratif. Dans le fruit. Sur la planche. — V. Dans le vent. Fera sortir la corde. — VI. Conjonction. Partie de tennis. Pas forcément regardé. — VII. Présentes. — VIII. Entre un nom et un pseudonyme. A une tête. — IX. Royale espagnole. Conjonction. — X. Ancienne unité. Attend.

Verticalement: 1. Annonce un drame. Tu causes, tu causes. — 2. Pas trop bêtes, pour un snob. — 3. Assassina sans ordre. La patte de l'Oncle Sam. — 4. Lettres de Zorro. Cendrillon antique. — 5. Enlèvent les bosses et bouchent les trous. — 6. De premier ordre. Sans surprise. Tient la boucle. — 8. Fait la sourde oreille. Dans l'Elbe. — 9. Qui a des bonnes reprises. — 10. Fait rappliquer les Saint-Bernard. Adverbe.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



VIII

Les Palestiniens en Israël

la suite de la guerre des Six jours, en 1967, Israël a annexé la partie arabe de Jérusalem, la Cisjordanie, les hauteurs du Golan, la bande de Gaza et le Sinai.

Israël a ainsi, d'une part créé de nouveaux réfugiés, d'autre part englobé, dans ce qu'on appelle « les territoires occupés », un certain nombre de villages arabes et de camps de réfugiés palestiniens datant de la guerre de 1948.

La situation des Palestiniens est différente suivant les régions.

Les Syriens des hauteurs du Golan ont carrément été chassés. Les villages et les villes syriennes — telle Kuneitra — sont aujourd'hui désertes et les maisons éventrées. On retrouve des « souvenirs » de ces pillages — que nombre d'Israéliens désapprouvaient d'ailleurs au début — dans les kibboutzim situés en contrebas, où cuivres, meules de pierre, mortiers et pilons décorent les chambres.

La volonté manifeste du gouvernement israélien de ne pas rendre ce territoire se mesure clairement au nombre de nouveaux kibboutzim militaires qu'il y a installés.

D'ailleurs, s'il envisageait de rendre les hauteurs du Golan à la Syrie, il se heurterait à la farouche résistance des kibboutzim qui, depuis 1948, ont subi des bombardements continuels à partir des hauteurs syriennes — aujourd'hui sous contrôle israélien.

Quant aux Syriens qui ont abandonné leurs maisons, les habitants des kibboutzim s'en soucient peu : c'est, pensent-ils, le problème de la Syrie, pas le leur.

La bande de Gaza possède des terres fertiles, qui avant la guerre des Six Jours étaient soigneusement cultivées par des paysans arabes. Ceux-ci ont été chassés de leurs terres et regroupés dans les camps de réfugiés. Et là encore, le gouvernement israélien n'a nullement l'intention de leur rendre jamais les terres où se sont installées de nouveaux kibboutzim. De nombreux Israéliens reconnaissent que cette politique a été menée parce que les terres étaient riches, et non par nécessité militaire.

Cela peut expliquer en partie pourquoi les troubles, attentats, etc., sont plus fréquents à Gaza que dans les autres régions.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ISRAELIEN

Le gouvernement israélien, maniant la carotte et le bâton, pousse par tous les moyens les Arabes à quitter cette zone : il subventionne ceux qui veulent bien émigrer dans les pays qui leur ouvrent leurs portes [Jordanie, Canada (!)] ou qui vont cultiver des terres en Cisjordanie. Mais peu nombreux sont ceux qui acceptent une de ces deux solutions Dans le même temps le gouvernement rase des habitations dans les camps de réfugiés, sous prétexte de construire des routes d'intérêt militaire. Deux cents maisons ont déjà été détruites ainsi et reconstruites en Cisjordanie.

M. Ra-Anan Weitz, directeur de l'Institut de recherches sur le problème des réfugiés, a d'ailleurs publiquement protesté contre cette politique et a déclaré le 2 août qu'Israël s'était montré tout aussi incapable de trouver des solutions au problème des réfugiés que les pays arabes.

Quant à la partie jadis jordanienne de Jérusalem, rien n'affirme mieux la volonté d'Israël de la garder définitivement que le nombre extraordinaire de nouveaux immeubles d'habitation réservés aux Juifs qui sont sortis de terre ces dernières années.

LE SORT DES OUVRIERS ISRAELIENS

Et, ironie du sort, ce sont des Arabes qui construisent ces immeubles destinés à accueillir les nouveaux immigrés Juifs. En effet, grâce à l'industrie de guerre, Israël est en plein essor économique et manque de main-d'œuvre. Et, ici comme partout ailleurs, ce sont les couches les plus déshéritées de la population qui se retrouvent dans les emplois les plus mal payés : terrassiers, manœuvres, etc.

C'est ainsi que l'entreprise Haargaz, l'une des plus importantes usines de Tel-Aviv qui fabrique surtout des autobus, emploie 10 % de travailleurs arabes : chaque jour, des autocars les amènent et les ramènent en Cisjordanie — trois heures de transport par jour. En France, ce genre de trajet est habituel, mais pour Israël c'est énorme. Ces ouvriers sont théoriquement payés suivant le même barème de salaires que les Israéliens mais, pratiquement, par le jeu des classifications, ils touchent des salaires inférieurs en moyenne de 30 %.

Ces salaires, si peu élevés soient-ils, sont largement supérieurs à ceux qui étaient versés auparavant en Jordanie.



La lutte des Palestiniens, avec ou sans armes, ne traduit finalement que leur désir de vivre enfin libres. (Ph. U.P.I.)



Pour les Juifs, le « refuge sioniste » s'avère finalement un piège sanglant où il faut vivre en permanence le doigt sur la gachette. (Ph. U.P.I.)

Mais ils n'effacent pas l'humiliation d'être des citoyens de seconde zone, soumis aux contrôles incessants — en territoire israélien surtout — et à une surveillance qui ne se relâche pas. D'ailleurs, les Israéliens eux-mêmes n'échappent pas totalement à cette surveillance : les sacs sont obligatoirement ouverts à l'entrée de tous les édifices publics : hôpitaux, postes, grands magasins, etc... et aéroports, bien sûr ! Mais si on se contente d'ouvrir rapidement les sacs des Israéliens, la plupart du temps on contrôle très soigneusement les passeports des Arabes... pour éviter des attentats.

De toutes façons, dans la population arabes ces déplacements sont peu fréquents, car les Arabes ne désirent pas s'intégrer à une population israélienne dont la majorité les rejette.

Le désir du gouvernement israélien — qui est d'ailleurs celui de la majorité de la population israélienne — est de voir les Etats arabes intégrer les Palestiniens — quitte à donner de l'argent pour cela — ou bien, à la limite, que les Palestiniens soient tous regroupés en Cisjordanie, la région militairement la moins dangereuse.

Le gouvernement, poursuivant la politique qu'il mène depuis la fondation de l'Etat juif a indiqué qu'il voulait bien intégrer cent mille réfugiés seulement — alors que, d'après certains chiffres récents, il en existerait un million et demi.

Pourtant, l'intégration des Palestiniens, si nombreux soient-ils en Israël, est possible. Israël dit vouloir intégrer dans les prochaines années quatre millions de Juifs. Les nouveaux immigrants arrivent continuellement et sont exemptés d'impôts pendant quatre ans. Ils bénéficient de prêts importants.

Et de ce point de vue l'intégration économique des Arabes sur le sol israélien ne poserait pas plus de problèmes.

LE SIONISME CONTRE LE PEUPLE ISRAELIEN

Mais le problème n'est pas économique : il est politique. Le gouvernement

israélien joue actuellement sur du velours, parce que la majorité de la population n'envisage pas autre chose, sur le sol israélien, qu'un Etat juif, dans lequel les Arabes pourraient à la limite avoir des droits égaux — à condition d'être extrêmement minoritaires. Ce qui revient à déporter les Arabes et n'offre d'autre perspective au peuple israélien que de se « défendre » à perpétuité pour assurer son existence, car jamais les Palestiniens n'accepteront une solution qui les prive définitivement et de leur dignité, et de leur territoire.

La guerre apparaît donc comme inévitable à la majorité des Israéliens. Il faut dire que la propagande est très bien faite sur ce terrain-là. Il est significatif qu'en Israël, le service militaire ne soit pas conçu comme une corvée, mais, souvent, comme une expérience exaltante. Pourtant, il dure trois ans pour les garçons et de huit mois à deux ans pour les filles avec des rappels annuels de trente à quarante jours pour les premiers, de quinze jours à un mois pour les secondes. De nombreux mouvements de jeunesse préparent d'ailleurs les lycéens à se porter volontaires, quand ils seront dans l'armée, dans les kibboutzim-fron-

Pourtant, un petit nombre d'Israéliens commence à comprendre que, pour installer la paix dans leur pays, il leur faut lutter contre la politique gouvernementale vis-à-vis des Arabes.

Mais il faut reconnaître que la seule perspective de paix durable dans la région, celle d'un Etat bi-national judéo-arabe intégré dans une Fédération socialiste du Moyen-Orient, est, pour l'instant, encore bien éloignée de l'esprit des Israéliens — même de ceux qui se montrent critiques vis-à-vis de la politique de leur gouvernement.